REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana
****

PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE LA **RÉGION ATSINANANA** 2025 - 2030

En cohérence avec les 3 piliers
du Programme Générale de l'Etat et les
Objectifs du Développement Durable

PNUD

Le présent document a été rendu possible
grâce à l'appui technique et financier
du Programme des Nations Unies
pour le développement **(PNUD)**.

De ce fait, le contenu de ce document n'engage
que son auteur.

SOMMAIRE

Sigles et Acronymes i

Liste des tableaux vi

Liste des figures vii

Résumé exécutif viii

Introduction 1

PRESENTATION DE LA REGION 3

- Situation administrative 3
- Population 4
- Forces et opportunités 4
- Défis du développement de la Région Atsinanana 5
- Menaces 8

VISION 2030 DE LA REGION ATSINANANA 9

OBJECTIF GENERAL 9

AXES STRATEGIQUES 9

ETAT DE LIEU ET PLANIFICATION PAR AXE STRATEGIQUE 11

- Axe stratégique 1 : Développer un capital humain sain, compétent et compétitif pour tirer profit du dividende démographique 11
- Axe Stratégique 2 : Développer des industries locales inclusives, résilientes et engager une transformation économique régionale durable 27
- Axe Stratégique 3 : Améliorer le cadre de vie et les externalités fonctionnelles des principales agglomérations 49
- Axe Stratégique 4 : Instaurer un Etat de droit et une bonne gouvernance 57

MECANISMES DE FINANCEMENT DU PRD 72

CHARTE DE RESPONSABILITE 74

PLAN D'INVESTISSEMENT TRIENNAL 2025 – 2027 77

SIGLES ET ACRONYMES

AGR	:	Activité Génératrice de Revenus
AGRICOOP	:	Agriculture et coopérative
AMB	:	Apprentissage des Métiers de base
APDRA	:	Association Pisciculture et Développement Rural en Afrique
APMF	:	Agence portuaire de transport maritime et fluvial
AVSF	:	Agronome Vétérinaire Sans Frontière
BIANCO	:	Bureau Indépendant Anti-Corruption
BIF	:	Birao Ifotony Fananantany
BTS	:	Brevet Technique Supérieur
CRGRC	:	Comité Régionale de Gestion des Risques et Catastrophes
CCI	:	Chambre de Commerce et de l'Industrie
CECJ	:	Centre d'Ecoute et de Conseil Juridique
CEPA	:	Concours d'Entrée en Première Année
CER	:	Comite Environnemental Régional
CERAM	:	Centre Régional de l'Artisanat et des Métiers
CFP	:	Centre de Formation Professionnelle
CHRD	:	Centre Hospitalier de Référence du District
CHRR	:	Centre Hospitalier de Référence Régional
CHU	:	Centre Hospitalier Universitaire
CISCO	:	Circonscription Scolaire
CMA	:	Chambre des Métiers et de l'Artisanat
CRENI	:	Centre de Récupération Nutritionnelle Intensive
CRGPE	:	Comité Régional de Gestion des Plaintes Environnementales
CSB	:	Centre de Santé de Base
CSER	:	Comité de Suivi Environnemental Régional
CTD	:	Collectivités Territoriales Décentralisées
CUT	:	Commune Urbaine de Toamasina
DAF	:	Direction Administrative et financière
DAL	:	Défécation à l'air libre
DELCOM	:	Délégué de communication
DIRMINE	:	Direction Régionale des Mines
DIRTA	:	Direction Régionale du Tourisme et de l'Artisanat

DRAE : Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage

DRPEB : Direction Régionale de la Pêche et de l'Economie Bleue

DRDAT : Direction Régionale de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire

DIRPTDN : Direction Interrégionale des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique

DREDD : Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable

DREN : Direction Régionale de l'éducation nationale

DRETFP : Direction Régionale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

DRI : Direction Régionale de l'impôt

DRCC : Direction Régionale de Communication et de la Culture

DRJS : Direction Régionale de la Jeunesse et du Sport

DRPS : Direction Régionale de la Population et de la Solidarité

DRSP : Direction Régionale de la Santé Publique

DRSP : Direction Régionale de la Sécurité Publique

DRTM : Direction Régionale des Transports et de la Météorologie

DRTP : Direction Régionale des Travaux Publics

DSV : Direction des Services Vétérinaires

EPM : Enquête de Population et Ménages

ETFP : Enseignement Technique et de Formation professionnelle

EVA : Education à la Vie et à l'Amour

EVH : Education à la vie en harmonie

FCE : Fonds Commun de l'Education

FDA : Fonds de Développement Agricole

FIB : Fiche Individuelle de Bovidé

FMFP : Fonds malgache de formation professionnelle

FOFIFA : Foibem - pirenena momba ny Fikarohana ampiharina @ Fampandrosoana eny Ambanivohitra

FORMAPROD : Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole

FPQ : Formation Professionnelle Qualifiante

FRAM : Association des Parents d'élèves

FDS : Force de Défense et de Sécurité

GPS : Groupement des producteurs de semences

HFO : Heavy Fuel Oil

IDH : Indice de Développement Humain

IMFB : Institution de la Microfinance et de Banque

INSTAT : Institut National de Statistique
ISPG : Institut supérieur professionnel de gestion
ISTRALMA : Institut supérieur technologique de la Région Alaotra Mangoro
ISTRCE : Institut supérieur de technologie régionale de la cote - est
JICA : Agence Japonaise de Développement International
JIRAMA : Jiro sy Rano Malagasy
LFO : Lignt Fuel Oil
LMOI : Les Minoteries de l'Océan Indien
LTP : Lycée Technique Professionnel
MDN : Ministère de la Défense Nationale
MEAH : Ministère de l'Eau, Assainissement et Hygiène
MEF : Ministère de l'Economie et des Finances
MEN : Ministère de l'Education Nationale
METFP : Ministère de l'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle
MCC : Ministère de la Communication et de la Culture
MICS : Enquête par Grappe à Indicateurs Multiples
MINAE : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MINJUS : Ministère de la Justice
MINSANP : Ministère de la Santé Publique
MNP : Madagascar National Park
MTM : Ministère des Transports et de la Météorologie
MTP : Ministère des Travaux Publiques
ND : Non déterminé
ODD : Objectifs de Développement Durable
ODF : Open Defecation Free
ODOF : One District One Factory
OIF : Organisation internationale de la francophonie
ONE : Office Nationale de l'Environnement
ONG : Organisme Non Gouvernemental
ORE : Office de Régulation de l'Electricité
ORN : Office Régionale de Nutrition
ORTT : Office régional du tourisme de Toamasina
OS : Objectif spécifique
OSC : Organisation de la Société Civile
PAC : Pôle Anti - Corruption

PADAP : Projet d'Agriculture Durable par une Approche Paysage

PAEB : Projet d'Appui à l'éducation de base

PAM : programme Alimentaire Mondial

PAOMA : Paositra Malagasy

PAPRIZ : Projet d'Amélioration de la Production Rizicole

PEJAA : Promotion de l'entreprenariat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-industrie

PEM : Plan Emergence Madagascar

PGE : Politique générale de l'Etat

PIC : Pôle intégré de croissance

PIP : Programme d'Investissements Publics

PNDE : Plan National de Décentralisation Emergente

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PRD : Plan Régional de Développement

PRIRTEM : Projet de Renforcement et d'Interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar

PRSE : Plateforme Régional de Suivi -Evaluation

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

PUDé : Plan d'urbanisme détaillé

PUDi : Plan d'Urbanisme Directeur

PURPA : Projet d'urgence de renforcement de la production alimentaire

RGPH : Recensement général de la population et de l'habitat

RIA : Réseau Interconnecté d'Antananarivo

RIT : Réseau Interconnecté de Toamasina

RN : Routes nationales

RPI : Ressources propres internes

RR : Routes régionales

SDSP : Service du District de la Santé Publique

SLC : Structure Locale de Concertation

SMMC : Société de manutention des marchandises conventionnelles

SNDR : Stratégie nationale de développement rizicole

SRAT : Service Régional de l'Aménagement du Territoire

SRSR : Service Régional de la Sécurité Routière

STAC : Service Technique Anti-Corruption

STD : Services Techniques Déconcentrés de l'Etat

SRB : Service régional du budget

TACH : Taux d'achèvement
TBA : Taux Brut d'Admission
TBE : Tableau de Bord Environnementale
TBSE : Tableau de Bord Socioéconomique
TIC : Technologies de l'information et de communication
TNA : Taux de Non-Accomplissement
TNS : Taux net de scolarisation
TPI : Tribunal de Première Instance
TV : Télévision
UNICEF : Agence des Nations Unies à l'éducation et l'enfance
VAE : Valorisation des acquis de l'expérience
VBG : Violence Basée sur le Genre
VOI : Vondron'Olona Ifotony
ZAP : Zone d'Actions Pédagogiques
ZEP : Zone d'Emergence Piscicole
ZLECAF : Zone de Libre - Échange Continentale Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateurs d'impacts du PRD en 2030 9
Tableau 2: Nombre d'établissements existants/fonctionnels 11
Tableau 3: Effectif des enseignants 12
Tableau 4: Partenaires du système éducatif 12
Tableau 5: Effectifs des établissements– Année 2023 13
Tableau 6: Partenaires internationaux de l'Université de Toamasina 14
Tableau 7 : Indicateurs des programmes de l'OS 1.1 15
Tableau 8: Programmes de l'OS 1.1 15
Tableau 9: Nombre de formations sanitaires publiques 17
Tableau 10 : Ratios Nombre d'habitants par personnel sanitaire 18
Tableau 11 : Projets de lutte contre la malnutrition 19
Tableau 12 : Indicateurs des programmes de l'OS 1.2 19
Tableau 13 : Programmes de l'OS 1.2 20
Tableau 14 : Indicateurs des programmes de l'OS 1.3 22
Tableau 15 : Programmes de l'OS 1.3 23
Tableau 16 : Reconnaissance aux champions régionaux 25
Tableau 17 : Indicateurs des programmes de l'OS 1.4 25
Tableau 18 : Programmes de l'OS 1.4 25
Tableau 19 : Indicateurs des programmes de l'OS 1.5 26
Tableau 20: Programmes de l'OS 1.5 27
Tableau 21 : Indicateurs des programmes de l'OS 2.1 29
Tableau 22: Programmes de l'OS 2.1 30
Tableau 23: Unités de transformation opérationnelles 31
Tableau 24: Indicateurs des programmes de l'OS 2.2 32
Tableau 25: Programmes de l'OS 2.2 32
Tableau 26: Routes nationales 33
Tableau 27: Routes régionales 34
Tableau 28: Routes communales 35
Tableau 29: Principales sources d'énergies électriques 37
Tableau 30: Indicateurs des programmes de l'OS 2.3 38
Tableau 31 : Programmes de l'OS 2.3 39
Tableau 32: Evolution de la production piscicole 41
Tableau 33: Partenaires du secteur de la pêche et aquaculture 42
Tableau 34: Attraits touristiques 42
Tableau 35: Nombre des touristes qui visitent la Région Atsinanana 43
Tableau 36: Indicateurs des programmes de l'OS 2.4 46
Tableau 37: Programmes de l'OS 2.4 48
Tableau 38: Indicateurs des programmes de l'OS 3.1 51
Tableau 39: Programmes de l'OS 3.1 51
Tableau 40: Indicateurs des programmes de l'OS 3.2 53
Tableau 41 : Programmes de l'OS 3.2 53
Tableau 42: Situation régionale de la paix et de la sécurité 58
Tableau 43: Indicateurs des programmes de l'OS 4.1 58
Tableau 44: Programmes de l'OS 4.1 59
Tableau 45: Nombre de cas de vindicte populaire 59
Tableau 46: Etat de la population carcérale 60
Tableau 47: Indicateurs des programmes de l'OS 4.2 60
Tableau 48: Programmes de l'OS 4.2 60
Tableau 49: Indicateurs des programmes de l'OS 4.3 61
Tableau 50: Programmes de l'OS 4.3 62
Tableau 51 : Indicateurs du programme de l'OS 4.4 62
Tableau 52: Programmes de l'OS 4.4 63
Tableau 53: Indicateurs des programmes de l'OS 4.5 65
Tableau 54: Programmes de l'OS 4.5 66

Tableau 55: Indicateurs des programmes de l'OS 4.6 68
Tableau 56: Programmes de l'OS 4.6..... 69
Tableau 57: Indicateurs des programmes de l'OS 4.7 70
Tableau 58: Programmes de l'OS 4.7..... 70

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Cartes de présentation de la Région Atsinanana..... 3
Figure 2 : Potentiel minier de la Région Atsinanana..... 45

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La Région Atsinanana s'est intégrée dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le Développement **(PNUD)**, en 2019, elle s'est lancée dans la localisation des Objectifs du Développement Durable **(ODD)** afin de tenir compte des enjeux et défis spécifiques du développement régional. Plusieurs orientations stratégiques ont été définies à cet effet pour une échéance allant jusqu'en 2030. Pour rendre opérationnelles ces orientations stratégiques, la Région Atsinanana s'est lancée dans l'élaboration d'un Plan Régional de Développement **(PRD)** pour une durée de trois ans, à compter de 2020. Il s'agit d'un outil de travail de la Région pour mettre en œuvre ses principales missions d'une part et de coordonner les interventions des autres acteurs du développement régional d'autre part. Actuellement, ce plan est arrivé à son terme.

Pour mettre à jour ce PRD, la Région Atsinanana a bénéficié du soutien de la Région Normandie, du PNUD et de l'Institut International des DHP. Il s'agit de poursuivre, voire renforcer les actions priorisées lors du précédent plan et de les mettre à jour en cohérence avec les orientations de la Politique Générale de l'Etat **(PGE)**. Ce nouveau plan de six ans **(2025 – 2030)**, se veut également être un outil de communication des opportunités de développement de la Région Atsinanana et un outil de négociation de partenariats auprès des principaux Partenaires Techniques et Financiers **(PTF)** qui travaillent dans le domaine du développement. En outre, il vise à concrétiser le leadership de la Région dans la conduite et la coordination du développement régional.

L'élaboration de ce plan a vu la participation des différentes catégories d'acteurs issus des sept **(7)** districts de la Région Atsinanana et des PTF susceptibles de contribuer au financement des actions de développement identifiées, à travers un processus participatif et inclusif. L'objectif est que personne n'est laissé pour compte. Cette participation s'inscrit dans le concept de co-construction, co-financement, co-mise en œuvre **(co-co-co)** comme modalité rendant possible la concrétisation de sa stratégie de développement à travers le slogan **« Mandroso miaraka ho an'ny taranaka »** - autrement dit ***« se développer ensemble pour les futures générations »***.

Le diagnostic régional a permis de mettre en relief que la Région Atsinanana est une terre d'opportunités économiques. Elle dispose plusieurs atouts et potentiels économiques pouvant constituer des leviers de développement porteurs d'avenir meilleur. Dans ce sens, la connectivité avec les autres régions de Madagascar et le reste du monde, les attraits touristiques, le climat notamment favorable aux cultures de rente et l'abondance des ressources minières constituent des facteurs favorables. Nonobstant ces potentialités économiques, la Région Atsinanana n'est pas à l'abri de plusieurs problèmes d'ordre économique, social et environnemental. Selon la dernière publication de la Banque Mondiale Madagascar (2024)[1], 67% de la population d'Atsinanana vivent sous le seuil de la pauvreté. Cette situation ne cesse de s'aggraver si aucune mesure n'est prise. Les principaux problèmes évoqués concernent la vétusté des infrastructures de transport contraignant le développement des activités économiques et acculant deux districts – Marolambo et Antanambao Manampontsy – dans une situation désastreuse ; la prolifération de la maladie sexuellement transmissible VIH/SIDA avec une proportion avoisinant le 3%[2] de la population ; l'exposition aux chocs climatiques pénalisant davantage les couches vulnérables ; la faiblesse de la productivité agricole génératrice du déficit alimentaire à l'échelle de la région, etc.
Dans l'état actuel des choses, tout semble une priorité mais compte tenu du contexte qui prévaut, la Région Atsinanana souhaite en premier lieu la disponibilité d'un excédent de production pour pouvoir

[1] Banque Mondiale Madagascar, 2024
[2] Direction Régionale de la Santé Publique Atsinanana, 2023

passer à une transformation économique durable. En conséquence, la vision pour les cinq ans à venir est de rendre : **« Atsinanana, une région leader en production agricole durable, développant une industrie locale florissante, tout en préservant les ressources naturelles et en améliorant la qualité de vie et la résilience des communautés ».**

En rapport avec cette vision, quatre (4) axes stratégiques ont été déterminés, déclinés à leur tour en dix-huit (18) objectifs spécifiques et quarante-huit (48) produits.

Les finalités des quatre axes stratégiques sont de :

- Développer un capital humain sain, compétent et compétitif pour tirer profit du dividende démographique.
- Développer des industries locales et engager une transformation économique régionale durable.
- Améliorer le cadre de vie et les externalités fonctionnelles des principales agglomérations.
- Instaurer un Etat de droit et une bonne gouvernance.

La concrétisation de ces quatre axes stratégiques sera mesurée, en 2030, par le biais de l'amélioration de l'Indice de Développement Humain (IDH) et la réduction de la pauvreté.

La mise en œuvre de ce plan nécessite un financement conséquent dont la Région seule ne pourra pas y accéder. Outre la mobilisation de ses ressources financières propres et partagées avec les communes, il est prévu de développer des partenariats avec des PTF ainsi que d'autres sources de financement, à l'instar des subventions de l'Etat central.

INTRODUCTION

Madagascar recèle de richesses faunistiques et floristiques importantes avec un taux d'endémicité de plus de 80%[3]. A ces ressources spécifiques viennent s'ajouter les autres potentialités comme, celles des mines, celles des sols... Idem le positionnement géoéconomique favorise l'essor des échanges avec l'extérieur car de part et d'autre, l'autoroute maritime et les lignes transocéaniques le favorisent. Néanmoins, la pauvreté demeure toujours et reste une pierre d'achoppement pour le processus de développement **(165ème rang des pays les plus pauvres, 80,7%[4] de la population sont loqueteuses selon les évaluations de la Banque Mondiale, les différentes politiques et stratégies adoptées n'ont apporté que des résultats mitigés voire très réduits)**.

Depuis 1994, la décentralisation a été établie comme un mode de gouvernance permettant aux Collectivités Territoriales Décentralisées **(CTD)** de mieux s'impliquer dans le processus de développement de leurs territoires respectifs avec les dispositifs juridiques relatifs à leurs compétences et stipulant également la collaboration avec les Directions et Services Déconcentrés des différentes Institutions étatiques. Toutefois les mesures administratives d'accompagnement tardent à venir ainsi que celles liées à leur harmonisation. Le cloisonnement affecte les diverses structures de gouvernance décentralisées et déconcentrées. La mobilisation des moyens financiers, techniques, organisationnels...n'a pas été effective pour concrétiser les compétences d'évoluer aux CTD dont particulièrement les Régions.

De ce qui précède, la Région Atsinanana, de par la compétence attribuée par les dits dispositifs juridiques d'une part et pour apporter les solutions afférentes aux problèmes sus-évoqués, a opté pour la mise à jour de son Plan de Développement Régional **(PRD).**

Pour être plus porteur, ce dernier, dans le processus de son élaboration se veut être un document donnant une cohérence institutionnelle à l'ensemble des orientations, des stratégies, des programmes et des projets. Vis-à-vis de la localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), il vise la pérennisation et l'optimisation de la satisfaction des besoins comme résultats escomptés. Également, il mise sur la conjugaison des compétences et des sensibilités variées dont notamment :

- Les Services Techniques Déconcentrés de l'Etat (STD) avec leurs compétences respectives.
- Les visionnaires, généralement élus ou opérateurs économiques de la Région qui ont une claire vision de ce qu'ils désirent faire.
- Des **« vendeurs »** capables de se livrer à un véritable marketing des projets de leurs localités respectives.
- La Région en tant que gestionnaire de l'approche et qui assure le monitoring des programmes d'investissements, la mobilisation des ressources financières propres ainsi que les autres sources de financement envisageables et Partenaires Techniques ayant exprimé leur collaboration.

Une autre cohérence est également adoptée dans le processus de montage de ce PRD et elle n'est pas des moindres. Il s'agit de celle relative aux trois piliers de la PGE que sont le renforcement du capital humain, la transformation économique et l'instauration d'un Etat de droit et la promotion de la bonne gouvernance, il va sans dire que la conjugaison de ces trois piliers a été traduite dans ce PRD selon les orientations qui y prévalent.

[3] www.fapbm.org
[4] www.worlbank.org, 2023

Huit éléments majeurs constituent la charpente du PRD de la Région d'Atsinanana :

- Présentation sommaire de la Région.
- Vision 2030 de la Région.
- Objectif général.
- Axes stratégiques.
- Analyse et planification par axe stratégique.
- Mécanismes de financement de la PRD.
- Charte de responsabilités.
- PIP Triennal de la Région en conformité avec les Programmes d'Investissement tels que contenus dans le PRD.

PRESENTATION DE LA REGION

Situation administrative

La Région Atsinanana s'étend entre 47°39'54'' et 49°31'12'' de longitude Est et, entre 17°32'53'' et 20°27'50'' de latitude Sud. La Région Atsinanana occupe approximativement le centre de **« l'Eco - région Est »**. Elle est bordée à l'est par l'Océan Indien suivant un littoral quasi-rectiligne d'environ 285 km.

Du nord au sud, la Région est longue de 320 km et d'est en ouest, sa largeur moyenne est de 75 km. La Région Atsinanana couvre une superficie d'environ 22 382 km². Toamasina I Chef-lieu de la Région est distant de 363 km de la capitale Antananarivo.

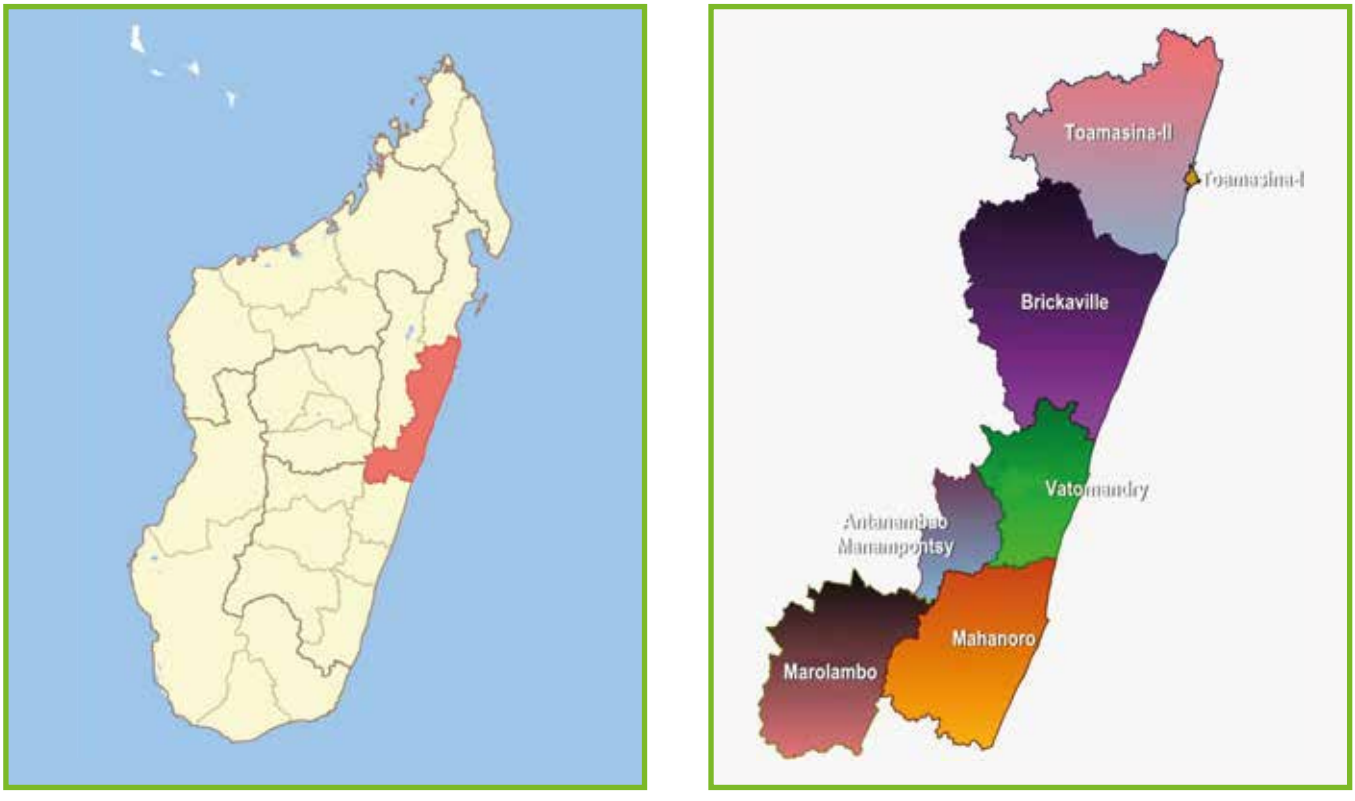


Figure 1 : Cartes de présentation de la Région Atsinanana

Elle est composée de sept (7) districts, 91 communes dont quatre (4) urbaines et 1 077 Fokontany. Les districts composants de la Région Atsinanana sont : Toamasina I, Toamasina II Brickaville,Vatomandry, Mahanoro, Antanambao Manampontsy et Marolambo. Fonctionnellement, ils peuvent être divisés en trois (3) sous-territoires, selon leurs problématiques de développement respectives :

- Sous-territoire **« urbain »**, organisé par l'attractivité de la ville de Toamasina I, qui englobe le district de Toamasina I et son hinterland – quelques communes rurales du district de Toamasina 2 ;
- Sous-territoire **« intermédiaire »**, structuré le long du canal des Pangalanes. Il intègre les districts de Brickaville, Vatomandry et de Mahanoro - une partie du district de Toamasina II;
- Sous-territoire **« enclavés »**, se trouvant à l'intérieur des terres et des zones montagneuses. Il rassemble les districts de Marolambo, Antanambao Manampontsy et quelques communes rurales du district de Toamasina II et du district de Brickaville. Ce sous-territoire est difficilement accessible et déficitaire en infrastructures socio-économiques de base.

Population

Selon les estimations du Tableau de bord socio-économique de la Région Atsinanana, la population est de 1 744 446 habitants en 2023 dont 49% d'hommes et 51% de femmes. Avec un rythme de croissance annuelle de l'ordre de 2,8%, l'effectif actuel avoisine les 2 000 000 d'âmes. Atsinanana est peuplée de jeunes, car 62% ont moins de 25 ans. Cette situation présente à la fois une force et un investissement potentiel important.

Forces et opportunités

Atsinanana est une région d'opportunités. Car en tant que capital économique de Madagascar[5], elle dispose de plusieurs atouts et potentiels socioéconomiques et environnementaux pouvant constituer une force pour son développement dans les années à venir.

Existence de ressources minières en abondance

La Région Atsinanana dispose de plusieurs réserves de ressources minières diversifiées et en abondance sous son sol. On y trouve, notamment des quartz, ilménite, or, sillimanite, titane, magnétite, disthène, chrome, graphite, etc. Actuellement, plusieurs sociétés étrangères exploitent déjà certaines d'entre elles, créant une dynamique économique régionale par l'effet redistributif de revenus qu'elles apportent. La plus connue parmi elles est le Projet Ambatovy, qui exploite le cobalt et le nickel, depuis 2006, pour une durée de 29 ans. L'intensité de ce phénomène affecte le sous-territoire **« urbain »** et sous-territoire **« intermédiaire ».**

Elle est amoindrie à l'échelle du sous-territoire **« enclavé »** qui malgré l'existence de ressources minières notable, la carence en infrastructure socio-économique réduit considérablement les possibilités d'exploitation. Ces opportunités économiques peuvent être exploitées convenablement au niveau des sous-territoire **« urbain »** et **« intermédiaire ».** A son tour, la sous, territoire **« enclavé »** se trouve en **« suspens »** du fait de l'inexistence des bases matérielles pour le développement desdites opportunités.

Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF)

Le port de Toamasina, véritable poumon économique de Madagascar, se positionne comme une plateforme logistique stratégique au cœur de la ZLECAF. Grâce à ses infrastructures et sa situation géographique privilégiée, il peut faciliter les échanges commerciaux avec les autres pays africains. La ZLECAF offre à Madagascar, et notamment à la Région d'Atsinanana, une opportunité unique de développer ses exportations de produits agricoles, halieutiques et artisanaux vers un marché continental de plus de 1,3 milliard de consommateurs. Toamasina peut ainsi devenir un véritable hub logistique, stimulant l'activité économique de la région et créant de nouveaux emplois.

Présence d'opportunités économiques de diverses natures

La filière pêche et la culture biologique sont déjà intégrées au marché extérieur. Les zones cultivables et les autres potentialités culturales ont été et sont encore des facteurs importants du développement des cultures de rente. Le girofle, la vanille, le litchi, ...constituent des sources de revenus notables.

Mer

La Région Atsinanana, avec son vaste littoral, dispose d'un atout considérable pour son développement : la mer. Riche en ressources halieutiques, elle offre des perspectives prometteuses pour la pêche. De plus, les écosystèmes marins abritent une biodiversité exceptionnelle, ouvrant la voie au développement d'un tourisme durable axé sur la découverte des fonds marins et des espèces

[5] Toamasina I

endémiques. Ces ressources naturelles, si elles sont exploitées de manière raisonnée, peuvent stimuler l'économie régionale, créer des emplois et améliorer le niveau de vie des populations côtières.

Connectivité interne et avec le reste du monde

Toamasina abrite le premier port de Madagascar, respectant les normes internationales. Il peut accueillir des bateaux de gros porteur disposant d'un tyran d'eau allant jusqu'à 16m. Sa capacité d'accueil s'est récemment renforcée grâce aux travaux d'extension et de réhabilitation, financée par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale **(JICA)**. Il permet aux entreprises malgaches d'exporter et d'importer plusieurs marchandises et produits nécessaires au développement du pays tout entier. C'est grâce à ce port que les producteurs locaux puissent exporter leur produit, à l'exemple du letchi et d'autres produits de rente. Il dessert également les principales villes de Madagascar que sont les ports secondaires comme celui de Tuléar, de Diego-Suarez ou de Majunga. De plus, la Région Atsinanana dispose des réseaux de transports les plus développés du pays. Elle est le point nodal du réseau ferroviaire, routier et fluvial.

Attraits touristiques inestimables

Chaque district de la Région Atsinanana dispose d'au moins un site touristique exceptionnel. On peut y pratiquer presque tous les différents types de tourisme tels que tourisme balnéaire, tourisme culturel, tourisme culinaire, écotourisme, agritourisme, tourisme industriel, etc. Mais les plus célèbres sont le circuit des Pangalanes et le site de Foulpointe. Le tourisme fait vivre plusieurs ménages de par ses activités induites.

Plans d'eau à vocation multiple

La partie orientale de la Région, allant de Toamasina à Mananjary, est traversée par le canal des Pangalanes. Ce canal constitue un réseau fluvial par excellence permettant d'évacuer les produits dans des endroits difficilement accessibles. De plus, il permet de pratiquer des activités piscicoles. Ces derniers temps, des investissements massifs ont été entrepris dans ce sens et des résultats commencent à émerger.

Climat favorable aux différentes cultures

Le climat de la Région est de type tropical chaud et humide avec une forte pluviométrie. La hauteur des pluies peut varier de 1 631 mm à 3 260 mm selon les districts. Ce climat permet de développer différentes cultures tropicales **(rentes et vivrières).**

Défis du développement de la Région Atsinanana

La volonté politique des dirigeants de la Région est bien manifestée à travers ce processus d'actualisation du PRD **« Un bon partage politique »** qui engage tous les acteurs et toute la Région sur le processus d'amélioration de la gouvernance pendant les cinq années à venir est de mise. L'engagement des autorités régionales de planifier les actions et les activités comme étant un des leviers essentiels pour changer le cours du développement de la Région constitue actuellement un avantage indéniable.

Ce portage politique bien manifesté doit pourtant faire face à plusieurs défis.

Vétusté des infrastructures de transport

Bien que la Région Atsinanana dispose d'un système de transport très développé et très complexe parrapport aux autres régions, il n'échappe pas à la dégradation de ses principales infrastructures de transport. Plusieurs villages anciennement desservis par le réseau ferroviaire peinent à évacuer leurs produits du fait de l'irrégularité des trafics. La dégradation des routes, tant nationales que régionales, handicapent la bonne circulation des biens et des personnes et acculent certains

districts dans une situation d'enclavement persistante voire permanente pendant toute l'année.

Cette situation impacte directement le développement des activités économiques telles que le tourisme, la production agricole, etc. Elle entraine également une fracture économique et sociale entre les différents districts.

Aménagement urbain

La Région Atsinanana et la ville de Toamasina en particulier est devenue une zone d'immigration privilégiée des populations venant de quatre coins de Madagascar. Bien qu'il n'existe pas un chiffre à l'appui, force est de constater que chaque semaine, plusieurs voitures transportant des immigrés débarquent à Toamasina 1 pour profiter des retombées économiques du projet Ambatovy. Or, l'aménagement actuel n'était pas encore prêt à accueillir ces nouveaux arrivants. Cette situation entraine une saturation de la ville occasionnant un développement anarchique, une congestion des principaux axes routiers et une exclusion sociale et économique plongeant plusieurs ménages dans la spirale de la pauvreté.

Gouvernance désarticulée et faible

Plusieurs niveaux de problèmes de gouvernance sont à déplorer. Sans être exhaustif, on peut citer l'incapacité des **(CTD)** – Région et Communes – à mobiliser leurs ressources financières propres, réduisant irrémédiablement leurs capacités d'autofinancement des investissements publics ; la corruption qui touche la quasi-totalité des secteurs sociaux et économiques entraine un manque de confiance des populations envers l'administration ; l'insécurité tant en milieu rural qu'en milieu urbain déprime des gens à produire ; la faiblesse du taux d'administration marquée par l'absence de plusieurs STD notamment au niveau des districts du sous-territoire **« enclavé »** prédomine.

Faiblesse de la productivité agricole

La Région Atsinanana est naturellement à vocation agricole. Elle fournit la capitale de Madagascar en produits vivriers, fruitiers et ces derniers temps en produits piscicoles. Elle dispose également de plusieurs variétés de produits de rente destinés à l'exportation, à l'exemple de la vanille, girofle,...Malgré cette situation, la Région Atsinanana est en déficit alimentaire. Outre le secteur piscicole qui vient de se lancer, le secteur de l'agriculture a connu peu d'investissement depuis fort longtemps, accentué par le phénomène du changement climatique. A tout cela s'ajoute le phénomène de fragmentation foncière. Cette situation entraine l'insécurité alimentaire, l'exode rural des jeunes.

Pour le sous-territoire **« urbain »** la difficulté réside dans le fait que la métropole régionale Toamasina dispose d'un rayonnement équivalant à son poids démographique car sa position géographique excentrée vers le littoral limite son aire d'encadrement vis-à-vis des activités agricoles **(sa puissance réside uniquement dans la commercialisation des produits agricoles et n'est pas complétée par des activités de leur transformation).**

Pour les autres sous-territoires, l''absence de centre urbain **« moteur »** de la périphérie proche pèse lourdement sur la promotion de la production agricole.

Détérioration des services publics

La faiblesse des capacités d'autofinancement des CTD, combinée à un afflux migratoire, crée un cercle vicieux. La demande croissante en services publics, notamment dans les zones périphériques et rurales, dépasse les capacités des infrastructures existantes. Cette situation entraîne une détérioration des services de base, accentuant les inégalités et nuisant au bien-être des populations.

Les conséquences se font sentir sur de nombreux aspects de la vie quotidienne, notamment en matière d'accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'eau potable.

Mis à part les personnels administratifs du chef-lieu de la Région ainsi que ceux qui occupent les postes de directeur ou chef de service au sein des chefs-lieux de district, les ressources humaines de l'administration en général n'ont pas la capacité requise pour assurer leurs attributions.

Nonobstant la non-disponibilité des données y afférentes, les constats lors des ateliers par district corroborent cette situation. Cet état de fait contribue, à son tour, à une offre de services qui se trouve en deçà des besoins de la population.

La situation est aggravée dans les districts isolés du sous-territoire **« enclavé »**

Pauvreté et droits humains

Elle est marquée par l'incapacité des ménages à accéder aux services sociaux de base, tels que la santé, l'éducation, ainsi que la persistance des inégalités socioéconomiques et les différents phénomènes d'exclusion sociales et économiques...La pauvreté n'est autre que la conséquence directe de ces différents phénomènes. En milieu rural, cette situation est marquée par un endettement massif des paysans auprès des collecteurs ou usuriers, ne leur laissant pas l'occasion de se relever.

Par conséquent, plusieurs ménages se trouvent dans une situation de

, occasionnant une exploitation irrationnelle des ressources naturelles. Ces derniers temps, le phénomène de la mendicité a pris une ampleur considérable.

Système éducatif peu performant

Les formations techniques et universitaires de la région Atsinanana sont confrontées à plusieurs défis majeurs qui entravent leur adéquation avec les besoins du marché du travail local.

Ces défis incluent un sous-investissement chronique en infrastructures, en recrutement d'enseignants qualifiés et en acquisition de matériel didactique ; la précarité de l'emploi enseignant dans les zones enclavées, qui compromet la qualité de l'enseignement et la motivation des élèves ; un faible taux d'insertion professionnelle des jeunes diplômés, malgré les besoins en compétences spécifiques exprimés par les entreprises locales ; un taux d'analphabétisme élevé chez les adultes, qui limite l'accès à la formation continue et réduit l'efficacité des programmes de formation destinés aux parents.

Faiblesse de l'accès à l'énergie

A la fois chère (plus chère qu'Antananarivo) et de production aléatoire, l'énergie thermique ne permet pas aux industries locales de se développer.

Plus de 75% de nos centrales sont à source d'énergie thermique **(HFO et LFO)**. Les réseaux de transport et de distribution sont débordés face aux nombres et à la croissance en effectif de la population. Cette défaillance provient de la vétusté des infrastructures et matériels. Dans certains cas, la capacité de production est limitée et les réserves font défaut.

Pour le sous-territoire **« enclavé »** la situation est néfaste et la carence notable. Pour le sous-territoire **« intermédiaire »** les infrastructures de la distribution de l'énergie ne concernent que les chefs-lieux de district qui pourtant sont sujettes aux délestages fréquents.

Prolifération des maladies sexuellement transmissibles

La Région Atsinanana, et particulièrement Toamasina, est confrontée à une épidémie de VIH/SIDA qui touche particulièrement les jeunes. Ce phénomène est alarmant car il compromet l'avenir de toute une génération. En effet, le VIH/SIDA peut entraîner des décès prématurés, orpheliner des enfants et freiner le développement économique de la région. Il est urgent de renforcer les programmes de prévention et de prise en charge pour protéger les jeunes et assurer un avenir meilleur à la région Atsinanana.

L'IEC relatif aux MST existe mais arrive difficilement à couvrir l'ensemble du territoire régional. L'inégalité y afférente est manifeste dans le sous-territoire **« enclavé ».** Pour le sous-territoire **« intermédiaire »** la diffusion des informations se cantonne uniquement aux centres urbains au détriment des zones rurales.

Menaces

Zone exposée aux cyclones

L'œil des cyclones longe, dans la plupart du temps la côte-Est de Madagascar, à laquelle fait partie la Région Atsinanana. Les passages fréquents de ces bourrasques occasionnent des dégâts matériels, économiques et de pertes humaines considérables. Ces derniers temps, ces intempéries sont devenues de plus en plus violentes avec des inondations désastreuses. Cette situation enfonce plusieurs ménages dans une situation de pauvreté devenue cyclique dans la mesure où le recommencement des activités productives doit être de mise après le passage des cyclones. Cette menace affecte l'ensemble du territoire régional.

Effets néfastes du changement climatique

Madagascar figure parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique. Selon certaines analyses, la fréquence et la violence des intempéries et cyclones constituent déjà des impacts du changement climatique. Plusieurs secteurs sont très vulnérables face à ce phénomène : les ressources en eau, les activités agricoles et de pêche, les formations forestières, les formations aquatiques, les écosystèmes marins côtiers, etc.

Contexte économique mondial et régional

La Région Atsinanana, comme l'ensemble de Madagascar, est vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux. La crise sanitaire liée à la Covid-19, suivie d'une inflation galopante et de tensions géopolitiques, a fragilisé les économies nationales. Cette volatilité a un impact direct sur les prix des importations, notamment des produits de première nécessité, érodant ainsi le pouvoir d'achat des populations et freinant la croissance économique locale. Les entreprises de la région, souvent de petite taille, peinent à faire face à ces chocs exogènes et à maintenir leur activité.

VISION 2030 DE LA REGION ATSINANANA

« Atsinanana, une région leader en production agricole durable, développant une industrie locale florissante, tout en préservant les ressources naturelles et en améliorant la qualité de vie et la résilience des communautés »

OBJECTIF GENERAL

Le Plan de Développement de la Région Atsinanana entend promouvoir le développement socioéconomique et environnementale durable de son territoire et de Madagascar. Cette contribution sera appréciée à travers l'augmentation de l'indice de développement humain de l'ordre de 0,088 et la baisse de l'ordre de 10% du taux de pauvreté, en 2030.

Tableau 1 : Indicateurs d'impacts du PRD en 2030

Indicateurs	Situation 2024	Cibles 2030
Indice de Développement Humain	0,512	0,6
Taux de pauvreté	67%	60,3%

AXES STRATEGIQUES

Le Plan de Développement de la Région Atsinanana s'inscrit dans le cadre des orientations politiques de l'Etat central et s'appuie sur les réalités et les compétences des acteurs de développement régional. Il valorise les acquis et enseignements de la mise en œuvre de l'ancien PRD 2020 – 2023 et participe à l'atteinte de l'agenda 2030.

Ainsi, ses principales orientations stratégiques tournent autour de trois piliers de développement de la Politique Générale de l'Etat combinées avec les réalités qui prévalent à l'échelle de la Région et dans un souci de clarté, elles ont été traduites en quatre axes :

Axe 1 : Développer un capital humain sain, compétent et compétitif pour tirer profit du dividende démographique

L'être humain est à la fois un acteur de premier degré et bénéficiaire de son propre développement. Mais pour pouvoir assumer ce rôle, il doit être outillé, renforcé dans différents domaines, notamment physiologiques, en capacités techniques et en compétences pour élargir ses éventails en matière de de travail.

Pour atteindre cet objectif stratégique, il est prévu de travailler sur les objectifs spécifiques suivants :

- **OS 1.1 :** Créer des conditions favorables pour une éducation et formation de qualité.
- **OS 1.2 :** Améliorer l'accès aux services et soins de santé pour tous.
- **OS 1.3 :** Créer un dispositif pérenne de protection sociale inclusive.
- **OS 1.4 :** Promouvoir des meilleures opportunités de revenus, d'emplois décents et d'épanouissement personnels pour les jeunes.
- **OS 1.5 :** Améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Axe 2 : Développer des industries locales inclusives, résilientes et engager une transformation économique régionale durable

La lutte contre la pauvreté passe inévitablement par le développement de l'économie régionale. Pour y parvenir, il est important de soutenir le développement des industries locales par le biais des potentialités économiques dont dispose la Région Atsinanana, en créant une dynamique entre les différents secteurs de l'économie. Ces industries doivent être capable de faire face aux différents défis dont Atsinanana fait face annuellement, en l'occurrence le cyclone et l'inondation.

- **OS 2.1 :** Accroître la productivité du secteur agricole en favorisant l'agriculture biologique et en normalisant la commercialisation des produits locaux.
- **OS 2.2 :** Accélérer la transformation structurelle de l'économie régionale.
- **OS 2.3 :** Mettre en place des conditions favorables au développement économiques régionales résilientes.
- **OS 2.4 :** Renforcer l'intégration des secteurs de la pêche maritime, l'aquaculture, le tourisme, l'artisanat et les mines.

Axe 3 : Améliorer le cadre de vie et les externalités fonctionnelles des principales agglomérations

Cet axe s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations dans les principales agglomérations. Il consiste à améliorer le transport urbain, l'accès au logement, le transport urbain en tenant compte des changements climatiques. La conjugaison de ces différentes interventions doit induire un effet positif sur le développement su secteur du tourisme local.

- **OS 3.1 :** Contribuer à l'attractivité et à la compétitivité des villes.
- **OS 3.2 :** Garantir une meilleure gestion de l'environnement et des changements climatiques.

Axe 4 : Instaurer un Etat de droit et une bonne gouvernance

Il s'agit de mettre un terme aux différentes formes d'injustices sociales sources d'inégalités sociales et économiques et de créer des conditions favorables à la mise en place d'une institution locale forte capable de soutenir les actions de développement régional. L'atteinte de cet objectif stratégique passe par les objectifs spécifiques suivants :

- **OS 4.1 :** Préserver la paix et la sécurité.
- **OS 4.2 :** Renforcer l'accès de tous à une justice équitable.
- **OS 4.3 :** : Lutter contre les transferts financiers illicites.
- **OS 4.4 :** Atténuer l'aggravation de corruption.
- **OS 4.5 :** Soutenir une administration locale (STD et CTD) apte à assumer sa mission.
- **OS 4.6 :** Promouvoir la participation citoyenne et la pratique de la redevabilité.
- **OS 4.7 :** Valoriser les pratiques culturelles, comme outil de développement de la Région Atsinanana.

ETAT DE LIEU ET PLANIFICATION PAR AXE STRATEGIQUE

Axe stratégique 1 : Développer un capital humain sain, compétent et compétitif pour tirer profit du dividende démographique

L'être humain est au centre du développement ; il est à la fois artisan et bénéficiaire direct de son propre développement. Pour y parvenir, il est primordial de lui offrir les moyens de développer ses capacités et de mener une vie saine. Il s'agit d'un processus qui permet aux individus de façonner leurs vécus et de développer leurs potentiels.

Les analyses du secteur social montrent une faiblesse du développement humain. Cette faiblesse est liée notamment à la mauvaise qualité de la santé, à l'aggravation des inégalités sociales et économiques ainsi qu'au manque d'emplois décents, notamment chez les jeunes et les femmes.

▶▶▶ OS 1.1 : Créer des conditions favorables pour une éducation et formation de qualité

L'éducation joue un rôle capital pour le développement d'un pays ou d'une région. Elle contribue à la transformation, à la mise en place d'une société plus juste, plus prospère et durable.

Education de base

En ce qui concerne la Région Atsinanana, elle dispose de **3 729 établissements scolaires** dont plus de **88% sont publics.** Ces établissements permettent aux élèves d'accéder à l'éducation de base pour avoir les connaissances générales nécessaires pour faire face à la vie.

Tableau 2 : Nombre d'établissements existants/fonctionnels

Niveau	Etablissements publics	Etablissements privés	Total
Préscolaire	1 049	246	**1 295**
Primaire	1 783	279	**2 062**
Collège	153	146	**299**
Lycée	19	54	**73**
Total	**3 004**	**725**	**3 729**

Source : DREN Atsinanana, 2024

D'une manière générale, l'éducation régionale est marquée par différents niveaux de problèmes que sont :

- La faiblesse du taux d'achèvement scolaire tant au niveau de la classe primaire qu'au niveau du lycée. Durant l'année scolaire 2022 – 2023, ce taux avoisine le 49% en primaire et 13,1% ;
- La faiblesse des effectifs parvenant à la dernière année de l'école primaire ;
- Le fort taux de redoublement des élèves en classe primaire, soit 29,62% durant l'année scolaire 2022-2023 ;
- L'accès tardifs à l'école : Le taux de non-accomplissement (TNA) est de 75%, et le taux brut d'admission (TBA) est de 142%, indiquant que beaucoup d'élèves commencent l'école tardivement, ce qui affecte leur parcours éducatif.

Ces situations sont dues à plusieurs facteurs pour ne citer que le contexte environnemental et socio- économique défavorables, notamment les fréquentes inondations dues aux cyclones, la pauvreté dans les zones rurales, l'éloignement des écoles, la vétusté des infrastructures routières et l'absence d'acte d'Etat-civil pour les enfants en âge de scolarisation.

Tableau 3 : Effectif des enseignants

Catégorie d'enseignants	Effectif			Total
	Lycée	Secondaire	Primaire	
Préscolaire	181	473	558	1 212
Primaire	286	831	2 613	3 730
Collège	0	14	2 840	2 854
Lycée	121	673	3 241	4 035
Total	**588**	**1 991**	**9 252**	**11 831**

Source : DREN Atsinanana, 2024

Par ailleurs, le manque d'enseignants fonctionnaires entraîne une dépense supplémentaire pour certains parents d'élèves, spécifiquement dans les zones rurales. Au niveau du lycée en particulier, plus de 20% des enseignants sont au frais des parents d'élèves.

En dehors de l'éducation en milieu scolaire, il a été constaté également que plusieurs adultes de 15 à 49 ans n'ont aucun niveau d'instruction. Selon le dernier recensement en 2018, cette situation touche 17,60% des femmes et 21,40% des hommes. Cette situation pèse sur l'éducation sur leurs enfants.

La conjonction de ces différents facteurs contribue à une scolarisation inefficace et décourageante pour les élèves et leurs familles.

Face à la dégradation du système éducatif, les acteurs régionaux n'ont pas lésiné leur effort pour apporter des appuis techniques et financiers afin de renverser la tendance actuelle. Dans les années à venir, ces partenariats nécessitent d'être renforcés.

Tableau 4 : Partenaires du système éducatif

Projet Ambatovy	Domaines d'intervention
Préscolaire	Bourses d'études, cantine scolaire
Projet d'Appui à l'Education de base – PAEB	Réhabilitation d'infrastructures scolaires, dotation de table banc
JICA	Construction d'infrastructures scolaires
FCE	Réhabilitation d'infrastructures scolaires, dotation de table banc
ONG Saint Gabriel	Alphabétisation des adultes
Fondation AXIAN	Construction d'infrastructures scolaires, inclusion scolaire
Humanité et Inclusion, Terre des enfants	Inclusion scolaire
Office Régional de Nutrition, Projet MITIA, EDI	FCE

Source : DREN Atsinanana, 2024

Enseignement technique et formation professionnelle

Les actions de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) contribuent à la réduction du chômage et à l'insertion professionnelle des jeunes. Ils offrent aux jeunes des compétences techniques rendant possibles leur adaptation aux évolutions technologiques et aux exigences du marché du travail.

En 2023, il y avait 61 ETFP dans la Région Atsinanana dont 9 seulement se trouvent dans le secteur public. Ils offrent des formations très variés mais parfois critiqués comme insuffisants et ne répondant pas aux enjeux économiques de chaque district. Ce point a été soulevé au niveau des districts de Tanambao Manampontsy, Brickaville, Mahanoro et Marolambo.

Tableau 5 : Effectifs des établissements – Année 2023

Libellé	Effectif
Etablissements Technique et de Formation Professionnelle publics	9
Etablissements Technique et de Formation Professionnelle publics	52
Total	**61**

Source : DREN Atsinanana, 2024

Ces quinze dernières années, il a été constaté que l'ETFP attire de moins en moins d'élèves par rapport à l'enseignement général. Cette situation est due au manque d'orientation des élèves sur les opportunités offertes par l'enseignement technique et à la perte de compétitivité de l'ETFP.

Pour les élèves issus du district de Marolambo, les opportunités de poursuivre les études après le baccalauréat technique sont jugées minces au regard de l'éloignement et de capacités des parents à soutenir leurs enfants. Pour Brickaville, l'absence de l'électricité et la difficulté d'accès au lycée technique constituent des points à surmonter.

D'une manière générale, l'ETFP dans la Région Atsinanana fait face aux problèmes suivants :

- Insuffisance et manque de recyclage des enseignants
- Manque de travaux pratiques dus à la carence en matériels et intrants nécessaires
- Faible capacité d'accueil liées à la dégradation des infrastructures existantes et au problème foncier ;
- Difficulté d'accréditation des formations dispensées
- Insuffisance d'orientation professionnelle et manque de suivi post formation entrainant une réticence auprès des autres établissements scolaires
- Manque d'implication des établissements privés dans les actions de développement

Etudes universitaires

L'université joue également un rôle important dans la formation des jeunes. Selon la Présidence de l'université de Toamasina, elle a pour mission de promouvoir et de favoriser l'excellence académique en offrant un enseignement supérieur de qualité, en encourageant la recherche scientifique et technologique innovante, et en valorisant les résultats de la recherche pour contribuer au développement socio-économique de la région et du pays.

Actuellement, l'université de Toamasina dispose de deux (2) écoles doctorales, deux (2) nouvelles écoles, quatre (4) facultés, quatre (4) instituts, deux (2) formations à distance d'un centre de télé-enseignement, deux (2) établissements annexes : Moramanga et Vatomandry :

- Ecole Doctorale Thématique CADDETHIQUE
- Ecole Doctorale Thématique Sciences, Culture, Sociétés et Développement (SCSDD)
- Ecole Normale Supérieur (ENS)
- Ecole Supérieure Polytechnique de Toamasina (POLYTECH)
- Faculté des Lettres et Sciences Humaines
- Faculté de Droit, des Sciences économiques et de Gestion
- Faculté de Médecine
- Faculté des sciences et Technologie
- Institut Supérieur des Sciences de l'Environnement et Développement Durable
- Institut Confucius
- Institut Supérieur Professionnel de Gestion (ISPG)
- Institut du Tourisme, des Patrimoines et des Territoires (ITPT)
- Centre d'Enseignement des Langues Vivantes (CELVA)
- Formation Ouverte à Distance (FOAD)
- Science de l'Education et Administration Scolaire (SEAS)
- Institut Supérieur Technologique de la Région Alaotra Mangoro (ISTRALMA)

Par ailleurs, l'université a délocalisée à Vatomandry une partie de ses facultés pour faciliter l'accès des étudiants qui n'ont pas les moyens financiers de venir à Toamasina I pour étudier. Ces différents instituts et facultés offrent des formations très variées répondant aux enjeux du développement régional, voire national. D'ailleurs, ils ont déjà formé plusieurs responsables actuels et anciens du pays. Selon les analyses, la formation universitaire est confrontée à différents problèmes, que sont :

- La baisse du niveau des étudiants, hypothéquant leur employabilité au terme de leurs études ;
- L'insuffisance d'infrastructures d'études et d'accueil pour certains étudiants entrainant une détérioration de la qualité de formation ;
- Une formation jugée trop théorique qui entraine un manque de compétitivité des jeunes sortants sur le marché du travail ;
- La corruption des notes, qui décrédibilise les étudiants sortants de l'université de Toamasina sur le plan national.

Pour le cas du district de Marolambo en particulier, les parents se plaignent du manque d'orientation des élèves en classe terminale dans leurs choix d'études universitaires. Ce manque entraîne un accroissement du taux d'échec au niveau des universités.
L'université de Toamasina dispose de plusieurs partenaires nationaux et internationaux pour l'appuyer à l'amélioration de la qualité de formation.

Tableau 6 : Partenaires internationaux de l'Université de Toamasina

Entités	Domaines de partenariat
UNIVERSITE DE LIEGE	Enseignement, Pédagogie et Recherche
UNIVERSITE DE ROUEN NORMANDIE	Amélioration du niveau scientifique et de formation des deux organismes
LE MANS UNIVERSITE	Établir, faciliter et intensifier les échanges scientifiques et pédagogiques ainsi qu'à développer la coopération entre les deux parties dans les spécialités communes aux deux établissements
MUSEE INTERCONTINENTAL MAURICE	Échange et formation
CENTRE NELSON MANDELA MAURICE	Échange et formation
INSTITUT CARDINAL JEAN MARGEOT MAURICE	Enseignement, Pédagogie et Recherche
UNIVERSITE DU HAVRE	Mobilités des Enseignants et des Étudiants
UNIVERSITE DE TURIN	Enseignement et Pédagogie
DOCET AFRICA	Programme de doctorat international
AMBASSADE DE France (SCAC)	Soutien financier des actions et projets
ASSEMBLEE REGIONALE DES RODRIGUES	Enseignement, Pédagogie et Recherche
UNIVERSITE SANS FRONTIERES	Enseignement, Pédagogie et Recherche
TYSILIO DEVELOPMENT	Formation et Recherche scientifique
OPEN UNIVERSITY OF MAURITIUS	Enseignement, Pédagogie et Recherche

Source : Présidence Université de Toamasina, 2024

Tableau 7 : Indicateurs des programmes de l'OS 1.1

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Proportion des enfants en âge de scolarisation disposant d'acte d'Etat-civil	70%	EDS 2021	90%	Cible 16.9	Communes
Taux brut de scolarisation (lycée)	17,10%	TBSE 2024	30%	Cible 4.1	DREN
Taux Net de Scolarisation (TNS) lycée	9,52%	TBSE 2024	25%	Cible 4.1	DREN
Taux d'insertion professionnelle	ND	-	A définir	Cible 4.3	DRETFP
Volume de financement pour la recherche universitaire	ND	-	A définir	-	Présidence université

Tableau 8 : Programmes de l'OS 1.1

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 1.1.1 : Amélioration de l'éducation de base			
Mise en place Ecole des parents	7 districts	DREN, Communes	A mobiliser
Jugement supplétif de masse	7 districts	DREN, CISCO, Région	RPI
Réhabilitation, nouvelles constructions et dotation d'équipements, matériels scolaires et informatiques aux EPP, CEG et Lycée	7 districts	DREN, Communes, Région	A mobiliser
Alphabétisation des adultes	7 districts	DREN	A mobiliser
Accompagnement des enseignants à faire une liaison **« Mvola – Banque »** pour le paiement de leurs salaires	Marolambo, Antanambao Manampontsy	DREN, CISCO	RPI
Programme 1.1.2 : Soutien de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle			
Mise en adéquation des formations et métiers	7 districts	DRETFP	RPI
Renforcement et vulgarisation de l'Apprentissage des Métiers de Base (AMB)	7 districts	DRETFP	RPI
Promotion de service d'orientations des jeunes sur les enseignements techniques et formations professionnelles	7 districts	DRETFP	RPI
Réhabilitation et dotation d'équipements aux lycées techniques et centres de formation professionnelle	7 districts	DRETFP	A mobiliser
Construction d'un nouveau lycée technique	Toamasina I	DRETFP	RPI
Programme 1.1.3 : Amélioration de l'offre de formation universitaire			
Développement partenarial entre l'Université et les entreprises régionales	Toamasina I	Présidence Université	RPI
Développement partenarial entre l'université et les CTD	7 districts	Présidence Université, Région	RPI
Création d'un fonds de recherches pour le développement régional	Toamasina I	Présidence Université, Région	RPI
Renforcement de la Formation Ouverte A Distance	Toamasina I, Vatomandry	Présidence Université	RPI

OS 1.2 : Améliorer l'accès aux services et soins de santé pour tous

Au même titre que l'éducation, la santé joue un rôle crucial dans le développement d'une région. Il a été démontré qu'une population en bonne santé est plus productive et contribue efficacement à l'économie. C'est la raison pour laquelle la Région Atsinanana souhaite miser sur l'amélioration de l'accès aux services et soins de santé pour l'ensemble de la population. Concrètement, il s'agit de contribuer à la réduction des dépenses en santé qui immergent beaucoup de ménages dans la pauvreté.

Pour atteindre cet objectif, il est prévu de travailler davantage sur l'augmentation de la fréquentation des centres de santé, de renforcer la santé maternelle et infantile, de lutter contre la propagation du VIH/SIDA et de lutter contre la malnutrition et la sous-alimentation.

Services de santé

La Région Atsinanana dispose de 197 formations sanitaires dont un (1) Centre Hospitalier de référence du District (CHRD) niveau 1 et quatre (4) CHRD niveau 2 et un (1) Centre Hospitalier Universitaire (CHU). La quasi-totalité des communes dispose au moins un (1) Centre de Santé de base (CSB).

Tableau 9 : Nombre de formations sanitaires publiques

District	CSB1	CSB2	CHRD1	CHRD2	CHU
Vatomandry	6	19	-	1	-
Antanambao Manampontsy	11	6	1	-	-
Mahanoro	19	13	-	1	-
Toamasina II	20	21	-	-	-
Toamasina I	-	6	-	-	2
Brickaville	14	18	-	1	-
Marolambo	23	14	-	1	-
Total	**93**	**97**	**1**	**4**	**2**

Source : TBSE Atsinanana, 2023

Ces centres hospitaliers offrent aux populations des soins médicaux et chirurgicaux spécialisés et de pointe, selon leurs catégories respectives. Le taux de consultation externe aux centres de santé oscille autour de 53%, légèrement en hausse par rapport à la référence nationale – 41,5%. Toutefois cela provient du fait que presque la moitié de la population n'ont pas accès aux soins de base et de santé, pour plusieurs raisons :

- Eloignement des centres de santé et vétusté des infrastructures routières ;
- Dégradation de certaines infrastructures hospitalières ;
- Insuffisance de matériels et équipements de soins ;
- Cherté et parfois manque de médicaments au niveau des centres de santé ;
- Persistance à la croyance aux forces surnaturelles pour se soigner ;
- Absence de case d'hébergement pour les accompagnateurs des malades

En ce qui concerne le district de Tanambao Manampontsy en particulier, l'absence d'eau et d'électricité au niveau du centre de santé ont été soulevées comme un problème persistant nécessitant une intervention urgente.
Plusieurs personnes versent vers l'automédication et attendent que le cas s'aggrave pour aller consulter les centres de santé ou hospitaliers.

Par ailleurs, si on se réfère aux normes nationales de 1 médecin pour 5 200 habitants, 1 infirmier pour 5 000, 1 dentiste pour 22 000 habitants, la Région Atsinanana ne bénéficie pas de ces normes ministérielles en vigueur. Par conséquent, les populations de la Région Atsinanana ne bénéficient pas des soins appropriés parce que les formations sanitaires sont en manque de personnel par rapport au nombre de population. Ces normes diffèrent d'un district à un autre. En milieu urbain, notamment à Toamasina I, la situation est beaucoup plus enviable par rapport à celle du district de Brickaville. Dans plusieurs districts, l'absence des spécialistes au niveau des CHRD a été décriée.

Tableau 10 : Ratios Nombre d'habitants par personnel sanitaire

District	Ratio Habitant par Médecin	Ratio Habitant par Dentiste	Ratio Habitant par Infirmier	Ratio Habitant par sage-femme
Toamasina I	19/391 475	8/391 475	24/391 475	67/391 475
Toamasina II	14/318 828	1/318 828	26/318 828	38/318 828
Brickaville	1/30 528	1/244 224	1/6 784	1/6 600
Vatomandry	1/6 199	1/198 510	1/5 838	1/ 7940
Mahanoro	8/334 366	1/334 366	41/334 366	29/334 366
Antanambao Manampotsy	2/70 910	0/70 911	18/70 912	14/70 913
Marolambo	ND	ND	ND	ND
Moyenne Régionale	**1/5 263**	**1/50 000**	**1/4 000**	**1/5 000**

Source : TBSE Atsinanana, 2023

Santé maternelle et infantile

La santé maternelle et infantile constitue également l'une des préoccupations de la santé publique dans la Région Atsinanana. De ce qui précède, seulement 44,42% des femmes enceintes effectuent au moins quatre consultations prénatales lors de leurs grossesses – un taux assez faible par rapport à la moyenne nationale en 2018, qui est de l'ordre de 50%. Parmi ces femmes qui effectuent des consultations prénatales, très peu d'entre elles accouchent dans des établissements de santé, soit 37%. Les 63% accouchent à domicile avec ou sans assistance des matrones. Les dangers tant pour la mère que pour l'enfant guettent, surtout en cas de difficultés. En 2023, le taux de mortalité infantile de la Région Atsinanana était de l'ordre de 41 décès pour 1 000 naissances vivantes ; un taux élevé malgré une légère baisse par rapport à la moyenne nationale en 2021 **(soit 45,3%).**

Maladies sexuellement transmissibles

Les Maladies sexuellement transmissibles concernent notamment le VIH/SIDA. Selon la dernière analyse situationnelle de dépistage du VIH/SIDA à Madagascar **(2023)**, les taux de positivité sont respectivement 2,71% pour Toamasina I et 2,35% pour Toamasina II6. Ces taux sont jugés moyens quand on les compare à celui de Mampikony, soit 20%. Néanmoins, la propagation du VIH/SIDA constitue un point épineux pour le développement de la Région Atsinanana, étant donné qu'elle est une zone d'immigration interne.

[6] Ministère de la Santé Publique, 2023

Nutrition

Bien que la Région Atsinanana soit à vocation agricole, elle souffre d'un problème de malnutrition. Selon le chiffre du RGPH3, 47% de la population est victime de malnutrition chronique et ce chiffre ne cesse de s'accroître, selon le Directeur de l'Office Régional de Nutrition **(ORN).** Ces dernières années, les enfants en milieu scolaire sont les principaux concernés par ce problème. Généralement, la malnutrition provient essentiellement de la méconnaissance des arts culinaires, de baisse de la production liée à la diminution de la productivité agricole, de l'exode rural, ...Dans certains cas, une partie importante de la production agricole a été vendue pour subvenir aux autres besoins des ménages.

Depuis 2023, l'ORN Atsinanana met en œuvre deux projets pour contribuer à l'amélioration de cette situation.

Tableau 11 : Projets de lutte contre la malnutrition

Intitulé	Bailleurs de fonds	Objectif du projet	Domaines td'intervention	Zones d'intervention
Projet FAFY	Banque mondiale	Diminuer le taux de malnutrition chronique de 47% à 32% d'ici 2028	Nutrition et santé	7 districts, 574 Fokontany, 65 communes
Projet de nutrition Scolaire	Société Ambatovy	Contribuer à l'amélioration de la situation nutritionnelle et la performance des élèves cibles	Nutrition, Santé, éducation, agriculture	District de Toamasina I et II, 08 EPP, 02 EMP

Source : ORN Atsinanana, 2024

Le Projet d'Amélioration des Résultats Nutritionnels (PARN) du Ministère de la Santé Publique complète cette liste. Ce projet apporte un appui spécifique en matière de nutrition pour les enfants de moins de 5ans, les femmes enceintes et en allaitement.

En 2030, les objectifs à atteindre sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 12 : Indicateurs des programmes de l'OS 1.2

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Taux de consultations externes	53,28%	TBSE 2024	60%	Cible 3.1	DRSP
Taux de consultations prénatale	44,42%	TBSE 2024	55%	Cible 3.1	DRSP
Taux d'accouchement dans un établissement de santé	37%	EDS 2021	45%		DRSP
Taux de mortalité infantile	0,41%	EDS 2021	0,12%	Cible 3.1	DRSP
Taux de mortalité infanto-juvénile	0,72%	EDS 2021	0,45%	Cible 3.2	DRSP
Taux de malnutrition chronique	47%	ORN 2024	32%	-	DRSP
Taux de positivité au VIH/SIDA[7]	44,42%	DRSP 2023	Inférieur à 1	Cible 3.3	DRSP
Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale	44,42%	DRSP 2023	Inférieur à 1	Cible 3.3	DRSP

Tableau 13 : Programmes de l'OS 1.2

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 1.2.1 : Augmentation de la fréquentation des établissements hospitaliers			
Dotation d'équipements des Formations sanitaires	7 districts	DRSP, Communes, Région	A mobiliser
Renforcement de soins de proximité par Clinique mobile de la Région Atsinanana	7 districts	DRSP, Région	A mobiliser
Elargissement de la Couverture de Santé Universelle	7 districts	DRSP, Communes	A mobiliser
Réhabilitation, construction des nouveaux centres de santé	7 districts	DRSP, Communes, Région	A mobiliser
Programme 1.2.2 : Renforcement de la santé maternelle et infantile			
Mise en œuvre de l'Education et la Vie en harmonie (EVH)	7 districts	DRSP	RPI
Renforcement de la sensibilisation des mères à aller aux centres de santé	7 districts	DRSP	RPI
Renforcement du Programme de planification familiale	7 districts	DRSP	RPI
Programme 1.2.3 : Lutte contre la propagation du VIH/SIDA			
Renforcement de la sensibilisation sur le VIH/SIDA	7 districts	DRSP, Région	RPI
Mise à disposition d'intrants adéquats pour le dépistage et traitement au niveau des centres de santé	7 districts	MINSANP	RPI
Programme 1.2.4 : Lutte contre la malnutrition et la sous-alimentationt			
Mise en place et opérationnalisation de cantine scolaire au niveau des EPP	7 districts	DREN, Communes	A mobiliser
Renforcement de l'éducation nutritionnelle et démonstration culinaire	7 districts	ORN	RPI
Promotion des jardins potagers	7 districts	ORN	RPI

[7] Cas Toamasina I

OS 1.3 : Créer un dispositif pérenne de protection sociale inclusive et de protection contre la violence et la maltraitance

Selon les chiffres officiels de la Banque Mondiale Madagascar (2024), 67% de la population de la Région Atsinanana vivent sous le seuil de la pauvreté. Cette situation est marquée par l'accroissement des inégalités sociales et économiques entrainant une prolifération du phénomène de mendicité aussi bien dans la ville portuaire de Toamasina I qu'en milieu rural, l'augmentation du nombre des enfants en âge scolaire mais obligé de travailler et l'augmentation sans cesse du nombre des familles nécessiteuses et dépendantes des aides sociales. Les personnes vulnérables, notamment les personnes âgées, les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap sont les plus frappées par cette pauvreté.

Dans les années passées, la Région Atsinanana et la DRPS, avec l'appui du Gouvernement central, ont apporté plusieurs assistances sociales au bénéfice des couches les plus vulnérables, à travers le **« Vary Tsinjo », « Tosika Fameno ».** Ces derniers mois, un nouveau programme d'assistance sociale – TSIMBINA – a été lancé par la Présidence de la République dont les districts de la Région Atsinanana en sont bénéficiaires. Néanmoins, ces assistances sont loin d'être suffisantes.

Situation des femmes

Les femmes représentent plus de 50% de la population d'Atsinanana ; elles jouent un rôle important dans le développement régional. Plusieurs postes de responsabilités régionales sont assurées par des femmes. Actuellement, deux femmes sont représentées au niveau de l'Assemblée nationale. Bien qu'encore faible par rapport à la Région Analamanga, une avancée significative est à signaler dans ce domaine par rapport à la situation de dix ans passés. Cependant, il existe encore plusieurs femmes victimes de maltraitance de toute sorte. Selon la Direction Régionale de la Population et de la Solidarité **(DRPS)**, 770 cas de viol ont été recensés au niveau du centre VONJY depuis sa création en 2021 dont 147 cas de viol au cours des sept premiers mois de l'année 2024. Ce cas montre qu'il existe 1 cas de viol tous les deux jours. De plus, 35% des femmes de 20 à 24 ans sont mariées avant l'âge de 18 ans et parmi elles, 30% ont commencé leur vie proactive à l'âge de 15 à 19ans[8]. L'ignorance et la pauvreté constituent les causes profondes de cette situation.

Maltraitance des enfants

En 2018, l'UNICEF Madagascar avait signalé que près de 89% des enfants malgaches sont victimes de violences physiques au sein de leur famille. Les formes de maltraitance incluent non seulement les violences physiques, mais aussi l'exploitation sexuelle et le travail forcé. Ce fléau touche également la Région Atsinanana. Depuis le début de l'année 2024, 48 cas de maltraitance à l'égard des enfants, dont 30 filles et 18 garçons sont recensés au niveau du Centre d'accueil d'urgence et de réintégration familiale de Toamasina I. Ce chiffre n'est qu'une partie infime de l'iceberg parce que plusieurs personnes n'osent pas encore dénoncer ces cas par indifférence, ignorance des droits de l'enfant et surtout méconnaissance de la forme de maltraitance. Dans certains cas, une confusion persistante apparait entre sanctions parentales à l'égard des enfants et maltraitance.

Personnes en situation de handicap (PSH)

D'une manière générale, cette catégorie de personne est parfois marginalisée, oubliée par le grand nombre d'acteurs du développement et surtout victimes de discrimination dans la vie quotidienne et sur le plan professionnel. Également, elle accède faiblement aux soins médicaux spécifiques, à l'éducation et à l'information. Par conséquent, plusieurs PSH se trouvent dans une situation socioéconomique désastreuse et versent volontairement ou non dans des activités de mendicité. Heureusement, il y a l'organisation internationale **« Humanité et Inclusion »**, qui contribue à travers l'appui technique et financier dans différents domaines. D'autres intervenants fournissent également des appuis pour rendre accessible par des PSH certains bâtiments administratifs. Il faut noter qu'actuellement, la Région Atsinanana ne dispose pas encore d'une base des données sur les personnes en situation de handicap, pour éclairer les prises de décision y afférentes.

[8] RGPH3, 2018

Personnes du troisième âge

Elles figurent, au même titre que les PSH, parmi les personnes vulnérables et marginalisées par la société. Il fut un temps où elles ont bénéficié d'une carte verte leur permettant, à moindre coût, d'accéder ou de bénéficier des services publics, à l'instar de transports. Mais depuis quelques années, cette pratique n'est plus d'actualité. Plusieurs personnes âgées, notamment en milieu rural ont un accès limité aux soins de santé élémentaire du fait de la défaillance du système de sécurité sociale. Bien qu'il existe auprès des centres de santé de base un fonds d'équité qui servant à offrir des médicaments gratuitement aux personnes en situation de vulnérabilité. Cela est pourtant méconnu par le grand public.

Face à ces différentes situations évoquées ci-dessus, il est donc prévu d'entreprendre des projets suivants :

Tableau 14 : Indicateurs des programmes de l'OS 1.3

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Pourcentage des femmes mariées avant l'âge de 18 ans	35%	DRPPSPF 2024	10%	Cible 5.2	DRSP
Proportion des femmes de 15 à 49 ans, non célibataires, ayant subi des actes de violence physique, sexuelle ou émotionnelle, causés par leur mari ou partenaire	45%	EDS 2021	15%	Cible 5.2	DRSP
Nombre des femmes qui participent aux élections communales	A compléter	PNUD 2024	A définir	Cible 5.5	CENI
Nombre des cas de maltraitance des enfants traduits en justice	48	DRPPSPF 2024	5	Cible 16.2	DRSP
Nombre de personnes en situation de handicap ayant développé un auto-emploi	ND	-	A définir	Cible 4.5	DRSP
Pourcentage des ménages ayant bénéficié d'un programme de filets sociaux	1,4%	EPM 2021	5%	Cible 1.3	DRSP

Tableau 15 : Programmes de l'OS 1.3

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 1.3.1 : Renforcement du rôle des femmes dans le développement			
Renforcement des capacités des femmes sur leur rôle dans le développement	7 districts	DRPS, Région	A mobiliser
Appui aux femmes au développement d'AGR	7 districts	DRPS, Région	A mobiliser
Programme 1.3.2 : Lutte contre la Violence Basée sur le Genre			
Mise en place et opérationnalisation d'un centre d'accueil intégré pour les victimes de VGB	7 districts	DRPS, Région	A mobiliser
Renforcement de la sensibilisation sur les droits et devoirs de la femme	7 districts	DRPPSPF, TPI	RPI
Programme 1.3.3 : Protection de l'enfance			
Renforcement de la sensibilisation du grand public sur les droits de l'enfant et aux risques de maltraitance	7 districts	DRPS, TPI	RPI
Amélioration du mécanisme de prise en charge des enfants mal traités	7 districts	DRPS	A mobiliser
Soutien des enfants en conflit avec la loi	7 districts	DRPS, TPI	A mobiliser
Programme 1.3.4 : Prise en compte des besoins spécifiques des personnes en situation de handicap			
Amélioration de l'accessibilité des établissements et services publics	7 districts	DRPS, Communes, Région, STD	RPI
Création d'un centre de formation spécifique pour les personnes en situation de handicap	Toamasina I	Région, MEN, METFP	A mobiliser
Formation et accompagnement à la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus	7 districts	Région, METFP, DRPS	A mobiliser
Dotation des matériels de compassassions : béquilles, fauteuils, canne blanche, appareils auditifs	7 districts	DRPS, Région	A mobiliser
Programme 1.3.5 : Prise en compte des besoins spécifiques des personnes en situation de vulnérabilité			
Mise à jour de la liste des personnes vulnérables	7 districts	DRPS	RPI
Vulgarisation du fonds d'équité sociale au niveau des Centres de Santé de base	7 districts	DRPS, Communes	RPI
Elaboration et mise en œuvre d'un plan régional de prise en charge des familles vulnérables	7 districts	DRPS, Région	RPI
Formation et accompagnement à la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus	7 districts	DRPS, Région	A mobiliser
Réhabilitation de la maison des sans abris	Brickaville	DRPS, Région	A mobiliser
Programme 1.3.6 : Prise en compte des besoins spécifiques des personnes âgées			
Réactivation de la carte verte pour les personnes âgées	7 districts	DRPS, Région	RPI
Organisation d'appui sanitaire périodique aux personnes âgées	7 districts	DRPS	A mobiliser
Amélioration de la maison de loisirs des personnes âgées	Mahanoro	DRPPSPF, Région	A mobiliser

OS 1.4 : Promouvoir des meilleures opportunités de revenus, d'emplois décents et d'épanouissement personnels pour les jeunes

Plus de de 42% de la population sont âgées de 15 à 59 ans. Cela porte à croire que la Région Atsinanana a une population jeune ; investir à leur bénéfice constitue un fait porteur d'avenir. Bien qu'il n'existe pas des chiffres officiels permettant de confirmer avec certitude, plusieurs jeunes trouvent difficilement du travail décent leur permettant d'assurer une vie meilleure. Selon la Banque Mondiale **(2023)**, 5,5% des jeunes malgaches de 15 à 24 ans sont en chômage. Les jeunes de la Région Atsinanana se plaignent de leur manque de compétitivité devant les offres d'emploi existantes. Quelques fois, les exigences des offres d'emploi ne sont pas à la portée des débutants. Par conséquent, plusieurs jeunes se trouvent dans une situation de sauve qui peut et versent dans des emplois informels précaires et peu rémunérateurs. En 2023, 50 jeunes sont en conflit avec la loi dont 48 garçons. Il existe néanmoins des jeunes qui se lancent dans l'entrepreneuriat mais ils sont handicapés par l'accès au financement. Actuellement, il existe plusieurs dispositifs d'accompagnement des jeunes dans ce sens, pour ne citer que la Fabrique, le Programme de Promotion de l'Entreprenariat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-industrie **(PEJAA)** et le fonds FIHARIANA mais ils restent à renforcer et voire à élargir dans les autres districts.

La Région Atsinanana, autrefois réputée pour l'excellence de ses jeunes basketteurs et handballeurs, a vu son rayonnement sportif s'atténuer ces dernières années. Or, le sport, reconnu comme un rempart efficace contre les comportements à risque, reste une priorité. Afin de relancer la dynamique sportive régionale, de nombreux investissements ont été réalisés dans de nouvelles infrastructures sportives, notamment grâce au soutien de la Présidence. Ces équipements modernes, en cours de finalisation ou déjà opérationnels, offrent aux jeunes de nouvelles perspectives. Soucieuse de valoriser l'excellence, la Région Atsinanana maintient sa tradition de récompense en honorant chaque année les jeunes sportifs qui se sont distingués lors des compétitions régionales.

Tableau 15 : Programmes de l'OS 1.3

Année	2021	2022	2023
Nombre de médailles distribués	100	140	120

Source : ORN Atsinanana, 2024

Dans les années à venir, il est prévu d'élargir ces investissements dans les autres districts et d'optimiser les infrastructures existantes par des rencontres sportives.

Tableau 17 : Indicateurs des programmes de l'OS 1.4

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Taux de chômage des jeunes	ND	-	A définir	-	INSTAT
Nombre des clubs professionnels qui participent aux compétitions nationales	ND	-	A définir	-	DRJS

Tableau 18 : Programmes de l'OS 1.4

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 1.4.1 : Appui à l'autonomisation des jeunes			
Développement des partenariats entre les centres formation des jeunes et entreprises locales	7 districts	DRETFP, Région	RPI
Développement des incubateurs des affaires	7 districts	Région, Secteur privé	A mobiliser
Facilitation de l'accès au financement des projets des jeunes	7 districts	DRETFP, Région	FIHARIANA, PIC3
Programme 1.4.2 : Développement sportif et culturel au niveau des jeunes			
Nouvelles constructions, rénovation d'infrastructures sportives et culturelles	7 districts	DRJS, Région	Présidence
Organisation des rencontres sportives régionales	7 districts	DRJS, Région	RPI
Renforcement des capacités des accompagnateurs des jeunes	Brickaville, Marolambo	DRJS, Région	RPI

OS 1.5 : Améliorer l'accès à l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène

La Région Atsinanana est très riche en eau ; il pleut pendant toute l'année. Elle est parcourue par plusieurs plans d'eau, rivières ou fleuves dans tous les districts. Néanmoins, seulement 28,1% de la population ont accès à une source d'eau améliorée. Cette situation est due essentiellement à l'insuffisance et à la vétusté des infrastructures de traitement et de conduite d'eau. Dans les villes comme Toamasina I, la faiblesse du débit pénalise plusieurs quartiers pendant certains dans le temps. En outre, la pollution de la nappe phréatique due à l'enfouissement des déchets et l'utilisation des latrines basiques, ne respectant pas les normes requises à cet effet viennent aggraver la situation.

Concernant l'assainissement en particulier, plus de 34% de la population utilisent des installations sanitaires améliorées et 19% d'entre elles défèquent encore à l'air libre. Ces taux sont légèrement en dessous par rapport à la moyenne nationale mais ils montrent la gravité de la situation à l'échelle de la région. Dans les principales villes, les eaux usées et eaux pluviales stagnent dans presque toutes les rues dans tous les quartiers ; les ordures ménagères s'entassent un peu partout lier au système d'assainissement défaillant auprès des communes. Cette situation a des effets néfastes tant sur la santé de la population que sur le développement des activités touristiques régionales.

Durant l'année 2023, des efforts ont été entrepris pour améliorer ces situations. Bien que l'eau et l'assainissement relèvent de la compétence communale, la Région Atsinanana a contribué à la mise en place de 1 076 points d'eau, 9 camions-bennes et 39 bacs à ordures au niveau des sept **(7)** districts. Il faut noter également que plusieurs PTF travaillent dans ce sens, pour ne citer que l'UNICEF, le GRET et l'ONG Saint Gabriel. Ce dernier a promu des dalles SANPLAT pour améliorer l'accès des populations à des latrines améliorées à faible coût.

Pour améliorer l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, il est prévu la réalisation des projets suivants :

Tableau 19 : Indicateurs des programmes de l'OS 1.5

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Proportion de la population ayant un accès à une source d'eau améliorée	28,1%	**TBSE 2024**	50%	Cible 6.1	**DREAH Atsinanana**
Taux d'utilisation d'installations sanitaires améliorées	34,5%		60%	Cible 6.2	
Taux des communes déclarées ODF	34%		95%		
Proportion des populations qui défèque en plein air	19%		1%		
Pourcentage de bassins hydriques disposant d'un cadre règlementaire	ND	-	A définir	Cible 6.5	**DREAH**

Tableau 18 : Programmes de l'OS 1.4

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 1.5.1 : Augmentation de la desserte en eau potable			
Protection des sources en eau	7 districts	DREDD, DREAH, Communes, Région	A mobiliser
Extension - amélioration des réseaux de production et de distribution en eau potable	Toamasina I	DREAH, Communes, Région	A mobiliser
Soutien à la mise en place et opérationnalisation du STEAH au niveau de communes	7 districts	DREAH, Communes	A mobiliser
Programme 1.5.2 : Renforcement des systèmes d'assainissement et d'hygiène pour tous			
Assainissement et gestion des déchets : solides et liquides	7 districts	DREDD, DREAH, Communes, Région	A mobiliser
Vulgarisation des latrines à faible coût	7 districts	Communes	A mobiliser
Renforcement de l'IEC en matière d'hygiène	7 districts	DREAH, Communes, Région	A mobiliser

Axe Stratégique 2 : Développer des industries locales inclusives, résilientes et engager une transformation économique régionale durable

Le développement d'industries locales inclusives et résilientes est une stratégie qui vise à transformer positivement l'économie locale. Il s'agit d'encourager la création et le développement d'entreprises qui ont la capacité à résister aux chocs et capable de s'adapter et de continuer à fonctionner malgré les difficultés. Ces entreprises valorisent les ressources locales **(humaines, produits, techniques, matériels)** afin de créer un cercle vertueux entre les différents secteurs de l'économie.

▶▶▶ OS 2.1 : Accroître la productivité du secteur agricole et favoriser une agriculture durable et résiliente

Le secteur Agricole occupe une part importante de la population régionale. On estime que plus de 80% de la population font de l'agriculture leur principale activité économique. Les gens pratiquent différents types de cultures **(cultures vivrières, cultures de rente, cultures industrielles, cultures fruitières)** et d'élevage, souvent contemplatif. Pour développer l'économie régionale, il est incontournable de développer l'Agriculture.

Agriculture

En matière de cultures vivrières, la riziculture tient une place importante, étant donné que le riz est à la fois destiné à la consommation et à la vente locale et internationale. Vient ensuite les différentes cultures de tubercules comme le manioc, l'igname et les patates douces, en guise de complément alimentaire et destinée à la vente locale. Malheureusement, Atsinanana figure parmi les régions qui souffrent d'un problème de sous-alimentation et de malnutrition chronique, notamment les enfants (cf. supra). Pour la filière rizicole en particulier, la faiblesse du rendement à l'hectare qui est de 1,5 à 2,5 tonnes en constitue une explication plausible. Une situation due principalement aux techniques culturales archaïques, à la non-maîtrise d'eau, à l'absence de semences productives et quelques fois à l'étroitesse des surfaces cultivables – une agriculture à très petite échelle. Les différends fonciers, à leur tour en constituent une autre entrave.

Depuis fort longtemps, Atsinanana est réputée par la diversité de ses produits fruitiers. Grace à son climat chaud et humide, différentes variétés de fruits y poussent et donnent des fruits, destinés à la vente locale, régionale, voire nationale et à l'exportation. La culture fruitière fait vivre beaucoup de ménages, notamment la filière litchis. Pendant la saison d'exportation de litchis, plusieurs personnes venant de quatre coins de Madagascar se ruent vers la Région Atsinanana pour tirer profit de cette activité. Au-delà des techniques culturales peu productives, la culture fruitière est handicapée par le vieillissement des plantes. Ces dernières années, on assiste à une détérioration de la qualité et une baisse de la production. Dans la majeure partie des cas, très peu voire aucune recherche agronomique n'a été faite en vue d'améliorer la qualité des produits ; les gens se contentent d'une simple cueillette une fois que les produits sont mûrs. Dans certains cas, l'accès et l'étroitesse de marché occasionnant la mévente des produits découragent les gens à s'y investir davantage.

En outre, les cultures de rente et industrielle sont orientées principalement vers la canne à sucre, le girofle, le poivre, la cannelle et le café. Ces dernières années, les gens commencent à se lancer dans la culture de la vanille et de curcuma. Généralement, les problèmes évoqués proviennent de la non-maîtrise des techniques culturales, de la méconnaissance ou de l'absence des semences améliorés et des vols sur pied de la production. En aval, la faiblesse des capacités de négociation des planteurs face aux intermédiaires-acheteurs pénalise irrémédiablement le prix de vente des produits. Selon les planteurs, ce sont les intermédiaires qui se taillent la part de lion en matière de profit.

Actuellement, plusieurs projets/programmes accompagnent déjà le secteur agricole pour surmonter ces problèmes, comme du Fonds de Développement Agricole **(FDA),** le Projet d'Amélioration de la Production Rizicole **(PAPRIZ),** le Projet d'Urgence de Renforcement de la Production Alimentaire **(PURPA),** etc.

Elevage

L'élevage à très petite échelle et à caractère contemplatif est pratiqué dans les sept districts. Spécifiquement selon les analyses, le district de Brickaville est plutôt orienté vers l'élevage bovin, tandis que Mahanoro et Vatomandry se spécialisent dans l'élevage porcin. Depuis les années 2000, les districts de Toamasina II **(première ceinture de la ville de Toamasina I)** et Mahanoro se sont lancés dansl'élevage intensif de poulets de chair. Leurs productions inondent les marchés régionaux. D'une manière générale, le secteur de l'élevage est victime de la détérioration des races, de la prolifération des maladies qui ravagent, de manière cyclique les cheptels tout entier **(volailles notamment).** Les intrants disponibles **(vaccins, médicaments, ...)** ne sont pas à la portée des revenus des petits éleveurs et n'arrivent pas, de ce fait, à éradiquer les maladies. Les techniques d'élevage qui consistent à laisser divaguer les cheptels en constituent une cause, sont pointés doigts à cet effet. Des vétérinaires apportent leur appui pour solutionner ces problèmes mais face à l'étendue territoriale de chaque district, leur effectif est insuffisant. Également le changement climatique vient affecter le secteur de l'agriculture.

Face à ces constats, l'objectif primordial de la Région Atsinanana est de parvenir à une autosuffisance alimentaire et de créer un excédent pouvant servir à la fois aux industries locales et à l'exportation, par l'intermédiaire de l'agriculture biologique. Pour la filière rizicole, cet objectif s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement Rizicole **(SNDR).**

De prime abord, cet objectif semble inatteignable parce que l'agriculture biologique a souvent des rendements plus faibles que l'agriculture conventionnelle. Mais, la Région Atsinanana souhaiterait mettre à l'échelle les expériences réussies du projet Agriculture et Coopérative **(AGRICOOP),** qui a déjà permis de donner des résultats significatifs au niveau des agriculteurs.

Pour y arriver, les programmes et les projets suivants ont été déterminés et identifiés.

Tableau 21 : Indicateurs des programmes de l'OS 2.1

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Rendement rizicole à l'hectare	53,28%	TBSE 2024	6 tonnes	Cible 8.2	DRAE
Volume de production rizicole	ND	-	A définir	Cible 8.2	DRAE
Surface cultivée en riziculture (ha)	ND	-	A définir	Cible 8.2	DRAE
Part du marché des produits de rente de la Région Atsinanana sur les marchés nationaux et internationaux	ND	-	A définir	Cible 8.2	DRAE
Nombre de tête de bovidés	ND	-	A définir	Cible 8.2	DRAE
Volume de production biologique	ND	-	A définir	Cible 8.2	DRAE
Nombre d'exploitations biologiques	ND	-	A définir	Cible 8.2	DRAE

Tableau 22 : Programmes de l'OS 2.1

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 2.1.1 : Amélioration de la qualité et la quantité de production rizicole			
Recherche appliquée sur des variétés adaptées aux micros-climats de la Région Atsinanana et au changement climatique	Toamasina I	Université, FOFIFA	RPI
Aménagement des terrains agricoles : maîtrise d'eau, drainage, ...	6 districts	DRAE, Région	A mobiliser
Soutien aux Groupements des Producteurs de Semences (GPS)	Brickaville	DRAE, Région	A mobiliser
Amélioration de l'accès des agriculteurs aux intrants agricoles : semences améliorés, engrais...	6 districts	DRAE	FDA
Programme 2.1.2 : Promotion de l'agriculture biologique			
Mise à l'échelle des expériences réussies du projet AGRICOOP	7 districts	AVSF, Région	A mobiliser
Développement de partenariat entre producteurs et consommateurs bio	7 districts	AVSF, Région	A mobiliser
Programme 1.2.3 : Lutte contre la propagation du VIH/SIDA			
Amélioration des pratiques agricoles	6 districts	DRAE	FDA
Renforcement de la sensibilisation sur le VIH/SIDA	6 districts	DRAE	RPI
Recherche et développement	6 districts	Université, DRAE	A mobiliser
Marketing et promotion des produits de rente	6 districts	DRAE, Région	A mobiliser
Programme 1.2.3 : Lutte contre la propagation du VIH/SIDA			
Renforcement des capacités des éleveurs sur les techniques d'élevage améliorés	7 districts	DRAE, Région, DSV	A mobiliser
Amélioration de l'accès des éleveurs aux intrants d'élevage : cheptel de race performante, matériels d'élevage, semences fourragères...	7 districts	DRAE, Région	FDA
Renforcement des agents de proximité en santé animale, pour combler l'absence des vétérinaires	6 districts	DRAE, Région	A mobiliser
Mise en place de marché de bovidés	Toamasina II	CUT, Région	A mobiliser
Programme 2.1.5 : Création des conditions favorables à la commercialisation des produits locaux			
Appui à la contractualisation commerciale entre producteurs et acheteurs	7 districts	Région, DRAE, DRIC	RPI
Mise en place de marchés contrôlés des produits locaux	7 districts	Région, DRAE, DRIC	RPI
Contrôle des produits et balance des collecteurs/commerçants	7 districts	District, FDS, DRIC	RPI
Mise en place d'un laboratoire de certification bio des produits locaux	Toamasina I	Région	A mobiliser

OS 2.2 : Accélérer la transformation structurelle de l'économie régionale

La transformation structurelle de l'économie de la Région Atsinanana est une suite logique de l'accroissement de la productivité agricole. Le défi majeur est de faire évoluer le tissu économique actuel, qui est marqué par une proportion exorbitante du secteur primaire à faible productivité, vers le secteur secondaire à taille humaine et maitrisable par les acteurs régionaux. Autrement dit, il s'agit de promouvoir des unités de transformation locale des produits locaux afin de créer un cercle vertueux entre l'Agriculture et l'Industrie. En effet, le développement de l'industrie stimule le développement agricole. Les excédents de production agricole ainsi que les produits de pêche seront absorbés et transformés par des industries locales. Ce qui permet d'augmenter la valeur ajoutée des produits. Ces derniers vont inonder les marchés locaux et conquérir le marché international.

Dans cet objectif, le rôle majeur de la Région Atsinanana est de créer des conditions pour que les initiatives privées puissent se développer.

Ces dernières années, plusieurs initiatives ont été déjà entreprises avec l'initiative gouvernementale **« One District, One Factory »** - ODOF. Elles sont jugées insuffisantes et ne touchent pas encore la totalité des districts. Pourtant, chaque district dispose de potentiels de produits agricoles pouvant être transformés.

Tableau 23 : Unités de transformation opérationnelles

Districts	Promoteurs	Activités
Toamasina I	HITA	Production d'huiles alimentaires
	Les Minoteries de l'Océan Indien (LMOI)	Production de farine alimentaire
	Oil Mada 501	Production d'huiles alimentaires
	CTHT	Valorisation et transformation des fruits
Toamasina II (Analamalotra)	UPA géré par le RCCE dans le cadre de la Coopération Décentralisée entre	Transformation des épices et fruits
Toamasina II (Analamalotra)	Régions Atsinanana et Normandie	Transformation des épices et fruits
Mahanoro	GASPMAN	Production de farine de manioc
Brickaville	Coopérative Tanjona Mamokatra	Transformation de bananes et tubercules en chips
Vatomandry	Société MEX	Production de glace alimentaire

Source : Région Atsinanana, 2024

D'une manière générale, le développement des industries locales sont confrontés au problème foncier, en dépit des autres problèmes d'ordre énergétique et d'infrastructures routières. Plusieurs promoteurs industriels locaux sont à la recherche de terrain pour s'implanter aux alentours de Toamasina I et Toamasina II, rencontrent des difficultés car les surfaces requises sont souhaitées demeure introuvable.

Par ailleurs, des promoteurs de très petites unités de transformation se plaignent de la lourdeur et de difficulté procédures administratives. Cette situation les pénalise, car entreprendre des partenariats avec les sociétés formelles s'en trouve escamoté.

Tableau 24 : Indicateurs des programmes de l'OS 2.2

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2029	Références ODD	Responsable de collecte
Nombre de PME/PMI ayant bénéficié d'un financement	ND	-	A définir	Cible 8.3	DRIC
Taux d'accouchement dans un établissement de santé	ND	-	A définir		DRIC
Taux de mortalité infantile	ND	-	A définir	Cible 9.2	DRIC

Tableau 25 : Programmes de l'OS 2.2

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 2.2.1 : Appui au développement du secteur agroalimentaire			
Appui aux démarches administratives et techniques de création d'industrie locale	7 districts	EDBM, DRIC, DRI, Région	RPI
Renforcement de l'ODOF	7 districts	DRIC, Région, Communes	A mobiliser
Promotion des produits agroalimentaires régionaux	7 districts	DRIC, Région, Communes	A mobiliser
Programme 2.2.2 : Soutien à l'ouverture extérieur des industries locales			
Mise en place des normes régionales des produits locaux	7 districts	DRIC, Région, Communes	RPI
Organisation des foires et salons économiques régionales	Toamasina I	DRIC, Région, Communes	RPI
Exploration de nouveaux marchés à l'export	Région Atsinanana	DRIC, Région, Communes	A mobiliser

OS 2.3 : Mettre en place des conditions favorables au développement économique régional résilient

Disposant de la capitale économique de Madagascar, la Région Atsinanana joue un rôle porteur sur le développement économique national. En effet, c'est à travers le port de Toamasina que s'opère une grande partie du commerce international et le développement industriel du pays. Malgré ce positionnement, elle doit faire face à différents niveaux de difficulté, notamment en matière de transport, d'accès à l'énergie et des technologies de la communication.

Infrastructures de transport

Atsinanana figure parmi les régions qui disposent d'un réseau de transport les plus complexes de Madagascar. On y trouve différents moyens de transport tels que le transport aérien, le transport maritime, le transport fluvial, le transport terrestre et transport ferroviaire. Actuellement, la Région Atsinanana a :

- 605 Km de routes nationales ;
- 471Km de routes régionales ;
- 665Km de voie navigable artificielle – Canal de Pangalanes et d'autres fleuves navigables ;
- 371 Km de ligne ferroviaire abritant 10 gares ;
- Un port international ;
- Deux ports de cabotage : Vatomandry et Mahanoro ;
- Un aéroport international – Ambalamanasy
- Cinq petits aéroports pouvant accueillir des petits appareils à usage privé : Betainomby, Mahanoro, Vatomandry et Marolambo

Tableau 26 : Routes nationales

Catégorie des routes	Liaisons	Longueur (Km)	Etat
Routes Nationales Primaires	Toamasina II – Brickaville – Marozevo Ambany	163	Mauvais
Route Nationale Secondaires	Antsampanana – Vatomandry – Mahanoro	138	Très mauvais
	Toamasina – Foulpointe – Ambalahasina	70	Mauvais
	Ilaka – Antanambao Manampotsy	40	Très mauvais état, inaccessible pour
Routes nationales temporaires			voiture en période de pluie
	Mahanoro – Marolambo	132	Très mauvais état, inaccessible pour voiture en période de pluie
	Mahanoro – Masomeloka – Ambinanivolo	62	Inaccessible à cause de dysfonctionnement des bacs
	Total	**605**	

Source : DRTP Atsinanana, 2024

Ces différentes infrastructures de transport lui attribuent un rôle capital dans le développement socioéconomique de la Région Atsinanana et assurent une meilleure circulation des biens et des personnes, tant dans la Région Atsinanana que pour l'ensemble de Madagascar tout entier. Une proportion importante des marchandises et autres produits nécessaires à la vie quotidienne de la population malgache **(par exemple : carburant)** passe par Toamasina I. Malheureusement, ces cinq dernières années, la Région Atsinanana fait face à une dégradation incessante de ses principales infrastructures de transport.

Tableau 27 : Routes régionales

N°	Liaisons	Longueur (Km)
RR-AAT-1	Mahanoro – Masomeloka – Ambinanivolo	62
RR-AAT-2	RN5 – Mahavelona Ambatobe – Andondabe	22
RR-AAT-3	Marolambo vers limite Anosibe An'ala	38
RR-AAT-4	RN5 Ivoloina – Ambodiriana – Fontsimavo	36
RR-AAT-5	RP7A – Ambodimoizinga – Ranomena	13
RR-AAT-6	Vatomandry – Antanambao – Mahatsara	30
RR-AAT-7	Brickaville – Andovoranto	19
RR-AAT-8	Bickaville – Anivorano Est	17
RR-AAT-9	RN2 Ambinaninony – Ambalarondra	30
RR-AAT-10	RN5 – Rond-point Onibe – Ampasimbe Onibe	13
RR-AAT-11	Ampasimanolotra – Ambilalemaitso	18
RR-AAT-12	Ambilalemaitso – Andovoranto	7
RR-AAT-14	RP2A – Tongombato – Ampitambe – Marolambo	120
RR-AAT-15	RP2A – Tongombato – Ampitambe – Marolambo	45
RR-AAT-19	RP7A – Vohilava – Marotandrazana	5
TOTAL		**471**

Source : Décret n°2020-1356 du 21 octobre 2020, mis à jour par la Région Atsinanana

Il faut noter que la construction ou la réfection des routes nécessite un financement conséquent dont la Région peine à les trouver et à les mobiliser. La Direction Régionale des Travaux Publics est en manque de financement public également. Les grosses réparations sont souvent assurées par l'Etat central avec le concours des PTF comme de la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union européenne, ...Néanmoins, en 2023, la Région a pu réhabiliter 244Km de routes en terres et 133,5m de ponts mixtes en bois. Ces travaux ont été réalisés grâce aux partenariats avec les communes et la mise à disposition d'engins de réhabilitation des routes dotés par la Présidence de la République. Dans les années à venir, ce partenariat est prévu être renforcé.

Des routes communales existent même s'ils sont en mauvais états. La Région Atsinanana a collaboré avec le PAM pour la réhabilitation de plusieurs routes communales dans le district d'Antanambao Manampontsy et Toamasina II. La construction des ouvrages d'assainissement et des ouvrages de franchissement aux normes permettant de relier les chefs-lieux des communes avec les fokontany constituent un grand problème pour les communes en raison du coût.

Tableau 28 : Routes communales

N°	Commune	Liaisons	Longueur (Km)
1	Sahambala	Fontsimavo – Sahambala – Ambodirafia	15
2	Mangabe	Ambodiriana – Mangabe	35
3	Ampisokina	Andondabe – Ampisokina	15
4	Foulpointe	Vohitamboro – Vohivary	13
5		Ankariera – Tsaranaina	12
6	Antetezambaro	Tanambao Nosibe – Tsaratampona	15
7		RN 5 Ivoloina – Mahatera – Marotandrazana	20
8		Marotandrazana – Ampasina	17
9		RN5 Ivoloina - Vohidrotra	15
10		RN5 Analamalotra –Analamasova (NATEMA)	5
11	Andondabe	Andondabe – Ambalatenina – Ambodiampaly	20
12	Ampasimbe Onibe	Ampasimbe Onibe – Mahatsara II – Vohibato	27
13		Ampasimbe Onibe –Vohitsara – Maromandia – Sahindrana	21
14		Ihotsika – Androrangavola	5
15		Vohitsara – Ambodimanga	4
16		Ampasimbe Onibe – Vohitrombonana – Ambalafary	12
17	Antenina	Antenimay– Antenina	13
18	Andranobolaha	Ampasimadinika– Andranobolaha – Ambodibonara	37
19	Ambodilazana	Fanandrana– Ambodilazana	22
20	Brickaville	RN2 Antsampanana – Manambato	6
21	Ambinaninony	Sahavalaina – Akanin'ny Nofy	18
22		Ambodisovoka – Ambalahasina Canal Pangalane	20
23	Ifasina I	Tanambao Mahatsara – Ifasina I	34
24	Ambalabe	Antsampanana –Ambalabe	37

N°	Commune	Liaisons	Longueur (Km)
25	Ambalavolo	RN11A Anosimanasa – Ambalavolo	10
26	Niherenana	RN11A Antsampanana – Niherenana	5
27	Amboditavolo	RN11A Antsampanana – Amboditavolo	5
28	Niarovana Caroline	RN11A Ambalamangahazo – Ambalasakay	7
29	Tanambao Vahatrakaka	Iamborano– TanambaoVahatrakaka	8
30	Ilaka Est	Ilaka Est – Marosiky	5
31	Mahela	Tanambao Manampontsy–Mahela	15
TOTAL			**493**

Source : Région Atsinanana, 2024

Energie

Généralement, l'énergie utilisée par les ménages et les industries locales proviennent essentiellement de l'électricité et du bois énergie. En matière d'énergie électrique, le taux d'accès oscille autour de 10%, largement inférieur à la moyenne nationale en 2021, qui est de l'ordre de 35,1%[9] . De plus, le peu d'énergie électrique disponible souffre de coupures fréquentes handicapant le secteur privé de travailler dans la sérénité. Il a été signalé également que le coût du kilowatt est cher par rapport à celui de la capitale de Madagascar. Actuellement, plusieurs entreprises locales se procurent leurs propres sources d'énergie électriques pour y échapper. Toutefois, cela occasionne de coûts supplémentaires venant certainement affecter leur compétitivité.

Selon la société JIRAMA Toamasina, plus de 75% des produits électriques proviennent de source d'énergie thermique **(HFO et LFO)**. Elles ont une capacité de production limitée et une absence de réserves. Elles doivent également fonctionner avec des matériels de production, des réseaux de transport et de distribution vétustes.

Tableau 29 : Principales sources d'énergies électriques

Localité	Source	Puissance installée (KW)	Puissance disponible (KW)
Toamasina I	Thermique, Hydraulique, Solaire	69 730	28 200
Foulpointe	Thermique	1 320	1 054
Brickaville	Thermique	1 460	545
Vatomandry	Thermique	960	520
Mahanoro	Thermique	1 128	928
Antanambao Manampontsy	Thermique	375	160
Marolambo	Thermique	88	70

Source : JIRAMA Toamasina I, 2024

[9] EDS 2021

Pour pallier ces défaillances, plusieurs projets sont en cours et en vue d'être concrétisés dans les mois à venir. Entre autres, il s'agit :

- **Du projet VOLOBE 2 :** 750 GWH de production d'électricité par an, environ 40% de la consommation nationale actuelle, environ 2 millions de personnes ou 360 000 ménages en plus à avoir accès à l'électricité ;
- **Du projet PRIRTEM 1 :** Construction de 267 km de lignes électriques Haute Tension **(220.000V)** d'une capacité de 120MW par l'interconnexion des deux grands réseaux électriques d'Antananarivo **(RIA)** et de Toamasina **(RIT)**, Construction de quatre postes électriques situés à Tana Nord II, à Ambohibary/Moramanga, à Antsampanana et à Toamasina, Electrification rurale pour alimenter trois Communes **(Morarano Gara ; Antsampanana (Mahatsara) et Brickaville)**, y assurer le raccordement de près de 1.500 nouveaux ménages au réseau national de la JIRAMA.
- **Du projet LEAD :** Extension Réseau de distribution Toamasina dans les communes Fanandrana, Amboditandroho, etc.
- **Des projets solaires** dans les districts de Marolambo, Antanambao Manampotsy, Brickaville, Vatomandry, et de Mahanoro.

Ces différents projets sont financés par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, le JICA, etc. En ce qui concerne le bois-énergie, la quasi-totalité des ménages et des unités de transformation locale ou petites industries locales l'utilisent pour la cuisson et comme sources d'énergie. Cette pratique exerce une forte pression sur la forêt entrainant une perte progressive des habitats des faunes et flores sauvages de l'Atsinanana.

Accès à la terre

Dans un contexte où l'agriculture constitue le pilier de l'économie malgache, la terre revêt une importance capitale. Traditionnellement fondée sur des systèmes collectifs ou familiaux, la propriété foncière à Madagascar se trouve aujourd'hui confrontée à de multiples défis. La croissance démographique, couplée à une urbanisation galopante et à des pressions économiques accrues, exacerbe les tensions sur les ressources foncières. Parallèlement, la corruption endémique et l'absence d'un cadre juridique clair alimentent les conflits fonciers, mettant en péril la sécurité des populationrurales. Ces dernières, souvent les plus vulnérables, se voient ainsi privées de leurs moyens de subsistance et contraintes à l'exode rural.

Face à cette situation, des initiatives ont été lancées pour sécuriser les droits fonciers. La décentralisation de la délivrance des titres fonciers, mise en œuvre par le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire **(MDAT)**, a permis de créer de nombreux guichets fonciers et de délivrer un nombre significatif de titres. Par ailleurs, le lancement du programme de titres fonciers verts témoigne de la volonté politique d'améliorer la gouvernance foncière et de promouvoir un développement durable. Ces actions, bien qu'encourageantes, devront être renforcées et pérennisées pour produire des effets durables.

Technologies de l'Information et de la Communication

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont devenues une arme puissante de développement de partenariats économiques et sociaux à l'échelle planétaire. Madagascar figure parmi les pays africains qui s'investissent dans ce domaine. Selon les analyses, le TIC fait partie des paramètres accélérateurs de la croissance économique et contribue à l'inclusion financière des couches vulnérables grâce aux services bancaires mobiles.

Concernant la Région Atsinanana, les populations utilisent déjà l'internet et le téléphone portable pour des opérations financières/bancaires et de développement de partenariat économique. Selon le dernier recensement en 2021, 39,55% de la population dispose d'un téléphone portable – légèrement en dessous par rapport à la moyenne nationale – dont 63% d'entre elle l'utilise pour des opérations de transactions financières.

Par ailleurs, 22,85% de la population régionale ont déjà utilisé l'internet dont 49,45% d'entre elle l'utilise chaque jour[10]**.** Ces chiffres sont légèrement en hausse par rapport à la moyenne nationale. Néanmoins, plusieurs personnes n'ont pas accès à internet. Des efforts ont été entrepris par Paositra Malagasy **(PAOMA)** ces derniers temps pour mettre en place des points d'accès internet pour tous mais ceux-ci sont loin d'être suffisants. Ils sont d'ailleurs à priori destinés aux étudiants.

Tableau 30 : Indicateurs des programmes de l'OS 2.3

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2029	Références ODD	Responsable de collecte
Taux de desserte routière	ND	-	A définir	Cible 9.1	DRTP
Taux d'accès à l'électricité	10,83%	JIRAMA 2023	45%	Cible 7.1	JIRAMA
Nombre des titres fonciers octroyés	ND	-	A définir	-	DRDAT
Nombre des certificats fonciers octroyés	ND	-	A définir	-	DRDAT
Surface sécurisée (ha)	ND	-	A définir	-	DRDAT
Taux d'accès à l'internet	22,85%	TBSE 2024	40%	-	DRDPT

[10] Tableau de Bord Socioéconomique de la région Atsinanana, 2024

Tableau 31 : Programmes de l'OS 2.3

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 2.3.1 : Amélioration de la circulation des biens et des personnes			
Réhabilitation, ouvertures et entretiens des routesrégionales	6 districts	Région, DRTP	A mobiliser
Vulgarisation de la technique HIMO pour la réhabilitation et entretien des pistes en terre	7 districts	Région, DRTP	RPI
Aménagement du canal de Pangalanes	Toamasina I, Toamasina II, Brickaville, Vatomandry, Mahanaoro	Région, DRTP, APMF	A mobiliser
Amélioration de la gouvernance du transport fluvial : ligne, dragage, embarcadère, …	Toamasina I, Toamasina II, Brickaville, Vatomandry, Mahanaoro	Région, DRTP, APMF	A mobiliser
Relance du transport ferroviaire Tanà – Côte-Est	Brickaville, Toamasina I, Toamasina II	Région, MTM	Banque Mondiale
Délocalisation des visites techniques des véhicules	Vatomandry	DRTM	A mobiliser
Programme 2.3.2 : Accès à l'énergie durable			
Finalisationdes projetsd'électrification (hydroélectriques,solaire) en cours	6 districts	MEH, Région	Présidence
Réalisationde nouveauxparcs solaires	6 districts	MEH, Région	Présidence
Renforcement des capacités des techniciens locaux en énergies renouvelables	7 districts	DRETFP	A mobiliser
Appui au développement de réchaud à charbon biologique	Tous Districts	DREDD, Région	A mobiliser
Promotion de la carbonisation améliorée de Bambou	Brickaville	DREDD, Région	A mobiliser

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 2.3.3 : Amélioration de l'accès à la sécurisation foncière			
Campagnes de sensibilisation des populations sur les droits fonciers et des procédures d'accès et de sécurisation des terres	7 districts	DRDAT, Région, Communes	RPI
Renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de la réforme foncière	7 districts	DRDAT, Région, Communes	RPI
Renforcement des capacités d'intervention des BIF	7 districts	DRDAT, Région, Communes	A mobiliser
Mise à jour des informations et base des données foncières	7 districts	DRDAT, Région, Communes, Présidence	RPI
Mise en œuvre d'opération domaniale concertée	7 districts	DRDAT, Région, Communes	A mobiliser
Renforcement de l'octroi du titre foncier vert	7 districts	DRDAT, Région, Communes, Présidence	RPI
Programme 2.3.4 : Amélioration de l'accès aux technologies de l'information et de la communication			
Plaidoirie auprès des opérateurs téléphoniques sur l'extension des réseaux téléphoniques et internet	Antanambao Manampontsy	DRCC, Région	RPI
Campagnes de communication pour sensibiliser la population aux avantages des TIC	7 districts	DIRPTDN, Région	A mobiliser
Mise en place des points d'accès publics à internet (bibliothèques, espaces publics)	7 districts	DIRPTDN, Région	A mobiliser
Alphabétisation numérique	7 districts	DIRPTDN, Région	A mobiliser
Création de centres de formation aux métiers du numérique.	Toamasina I	DIRPTDN, DRETFP Région	A mobiliser

O.S 2.4 : Renforcer l'intégration des secteurs de la pêche, l'aquaculture, le tourisme, l'artisanat et les mines

Du fait de son positionnement géographique et de ses ressources naturelles inégalables, plusieurs ménages vivent, de manière directe et indirecte, des secteurs de la pêche et de l'aquaculture, du tourisme, et de l'artisanat ainsi que des mines. Ces secteurs constituent même le fleuron de la Région Atsinanana. Le défi est d'identifier des mécanismes permettant de s'insérer et de faire interagir ces secteurs avec les autres secteurs de l'économie, sur les plans sociaux et environnementaux.

Pêche et aquaculture

La Région Atsinanana dispose de 285Km de littoral, 11 850 ha de plans d'eau, 84 140 ha de bas-fonds aménageables en étangs, plus de 2 100Km de fleuves et rivières et des richesses en écosystèmes marins favorables au développement des ressources halieutiques. Ces potentiels ont favorisé le développement des activités de pêches et d'aquaculture, notamment les districts littoraux tels que Toamasina I, Toamasina II, Brickaville, Mahanoro et Vatomandry. Ces cinq dernières années, la filière piscicole commence à toucher le district d'Antanambao Manampontsy.

D'une manière générale, cinq types de pêche sont développés jusqu'à maintenant, ce sont :

- La petite pêche maritime
- La pêche artisanale
- La pêche industrielle
- La pêche continentale
- La pisciculture continentale

Selon les analyses, la pisciculture continentale constitue une activité économique porteuse d'avenir pour la Région Atsinanana étant donné que la demande nationale est loin d'être assouvie. Selon la Direction Régionale de la Pêche et de l'Economie Bleue **(DRPEB)**, 256 personnes ont été formées sur l'élevage de tilapia et de carpes, courant l'année 2023.

Tableau 32 : Evolution de la production piscicole

Types d'activités	Production annuelle (en tonne)		
	2021	2022	2023
Petite pêche maritime	321,07	256,55	6 864,75
Pêche artisanale	107,04	143,37	140,35
Pêche industrielle	850,38	942,87	1 528,49
Pêche continentale	223,27	73,39	1 135,04
Pisciculture en eau continentale	631,80	998,87	954,10
Total	**2 133,57**	**2 415,05**	**10 622,73**

Source : TBSE, 2024

Malgré ce potentiel, le secteur de la pêche et de l'aquaculture fait face à différents niveaux de problèmes. Entre autres, on peut citer :

- Le manque d'infrastructures adéquates ;
- La vulnérabilité des acteurs face au changement climatique ;
- La pêche illicite, non déclarée et non règlementée (pêche INN) ;
- La destruction des écosystèmes marins et continentaux ;
- La diminution des captures ;
- La difficulté de collecte des données pour les zones reculées ;
- Le non-respect des textes règlementaires en vigueur ;
- Le manque de synergie intra et intersectoriel dans l'approche économique bleue ;

Actuellement, plusieurs acteurs régionaux soutiennent ce secteur pour combattre ces problèmes. Ils apportent des appuis techniques et financiers dans les domaines de la préservation des ressources halieutiques, la promotion et le renforcement de la résilience face au changement climatique. Les résultats positifs de ces appuis seront mis à l'échelle au bénéfice du secteur tout entier.

Tableau 33 : Partenaires du secteur de la pêche et aquaculture

Partenaires	Intitulé des projets	Objectifs	Districts d'intervention
Projet Ambatovy, via ONG CRADE	Projet de pêche durable dans les zones d'influences d'Ambatovy	Pêche durable et renforcement de la résilience face au changement climatique	Toamasina I, Toamasina II
Réseau TAFOMIHAAVO	Projet de conservation et de la gestion durable des écosystèmes et des ressources aquatiques	Reconstitution des stocks de poissons	Toamasina II
APDRA	Projet d'appuiet de développement de la pisciculture paysanne	Développement d'une pisciculture extensive améliorée, utilisant pas ou peu d'entrants et adaptée aux capacités d'investissement des petites exploitations familiales	Toamasina II, Brickaville, Vatomandry, Mahanoro, Antanambao manampotsy

Source : DRPEB, 2024

Tourisme

Le tourisme constitue l'une des activités économiques qui font vivre plusieurs personnes. Selon la Direction Régionale du Tourisme et de l'Artisanat **(DRTA)** Atsinanana, il y existe 39 Tour Operator formels, titulaire de Licence B et de 544 établissements d'hébergement et de restauration confondus. Actuellement, les activités touristiques sont concentrées au niveau de cinq districts littoraux. On peut y pratiquer différents types de tourisme tels que tourisme balnéaire, tourisme culturel, écotourisme, tourisme industriel, ...En effet, ils disposent de plusieurs sites touristiques exceptionnels.

Tableau 34 : Attraits touristiques

Districts	Sites à visiter
Toamasina I	Projet Ambatovy, Port Fluvial, Port de Toamasina, Place de la Colonne, Place Bien Aimée, Musée Vavitiana,Place de l'Indépendance, Espace MIAMI, Bd Ratsimilaho, Cimetière Tanambao, Canal de Pangalanes
Toamasina II	Manda Mahavelona–Foulpointe, Parc Zoologique d'Ivoloina, Dobo Mahavelona, Reserve Analalava, Pisciculture OTIV Antaratasy, Plage Andrafeta, Plage Ambodiatafana, Palmeraie de l'Ivondro (Melville – Fanandrana), Satrana, CTHT- CTCP Analamalotra, Ampasinambo Agro – Camping, Riana Parc (Ankadirano–Ambodibonara), Tapakala (Ambodisaina), Amboakarivo, Ile aux Prunes, Farafaty, Reserve Naturellle Betampona, Ambodiara, Vohidrotra
Brickaville	Village d'Andovoranto, lac Ampitabe, Akanin'ny Nofy, Vohitrin'ny Nofy, Lacs Rasoabe et Rasoamasay, village de Manambato, Ambila Lemaitso, RS Mangerivola
Vatomandry	Lalie agri (Tsarasambo), Plage Vatomandry
Mahanoro	Site d'Ambatolatabatra, Forêt d'Amparafana, Riambato (Betamotamo – Betsizaraina), Salehy, Plage de Mahanoro
Marolambo	Ambatomasina, Andriamanovoka
Antanambao Manampontsy	Cascade de Saivaza

Source : DRTA Atsinanana, 2024

Les districts à l'arrière-pays sont handicapés par l'accessibilité, malgré les attraits touristiques qu'ils peuvent offrir aux amoureux de la nature. La chute d'eau d'Ambatomasina et les poissons endémiques d'Anosivolo, dans le district de Marolambo et bien d'autres les confirment.

Durant les trois dernières années, le nombre de touristes visitant la Région Atsinanana ne cesse de croître. Ils apportent du travail direct pour les établissements touristiques, transporteurs, restaurateurs, guides locaux et des **« effets redistributifs »** de revenus pour l'ensemble de la population.

Tableau 35 : Nombre des touristes qui visitent la Région Atsinanana

Catégorie de touriste	Nombre des touristes		
	2021	2022	2023
Touristes nationaux	1	970	2 329
Touristes étrangères résident	373	250	617
Touristes étrangèresnon-résident	125	1 562	2 883
Croisiéristes	ND	511	2 776
Total	**499**	**3 293**	**8 605**

Source : DRTA Atsinanana, 2024

Malgré l'augmentation tangible du nombre des touristes qui ont visité la Région Atsinanana courant l'année 2023, les acteurs touristiques régionaux éprouvent des difficultés inhibant le développement du secteur telles que :

- L'insuffisance et la vétusté des infrastructures de transport : les routes **(en ville et à la campagne)** et les moyens de transport sont souvent inadéquats, rendant l'accès difficile aux sites touristiques, insuffisance notoire des vols extérieurs, ...
- L'insuffisance d'infrastructures d'accueil de qualité dans certaines zones touristiques
- L'insuffisance des installations sanitaires et des services de base, tels que l'eau potable et l'électricité.
- La présence de zones à risque en raison de la criminalité, décourageant les touristes potentiels
- Le passage fréquent des cyclones et autres catastrophes naturelles pouvant perturber les activités touristiques.
- La faible campagne de promotion de la région sur les marchés touristiques internationaux, informations limitées et parfois obsolètes sur les attractions touristiques disponibles.
- La déforestation et dégradation environnementale, mauvaise gestion des déchets pouvant affecter l'attrait des sites touristiques.
- L'insalubrité : saleté de la ville
- La faible implication des communautés locales dans les projets touristiques, ce qui peut réduire l'acceptation et le soutien local.
- La prolifération du secteur informel qui inflige une concurrence déloyale aux professionnels du secteur.

Plusieurs intervenants travaillent de concert avec la DRTA pour redresser ce secteur comme le Projet Pôle Intégré de Croissance phase III **(PIC3)**, l'Organisation Internationale de la Francophonie **(OIF)**, la Chambre du Commerce et de l'industrie **(CCI)** de Toamasina, le Fonds Malgache de Formation Professionnelle **(FMFP)**, l'Host Academy, Orange Madagascar, le Projet Ambatovy, la Société de Manutention de Marchandises Conventionnelles **(SMMC)**, l'Office Régional du Tourisme de Toamasina **(ORTT)**, l'ONG Tany ifandovana, le Teck Futura, etc.

A noter que seule la ville de Toamasina I dispose d'un Service Technique Déconcentré de l'Etat **(STD)** en charge du Tourisme.

Artisanat

L'artisanat constitue l'une des activités génératrices de revenus qui occupent les femmes. Il est pratiqué notamment dans les communes longeant la route nationale 5A reliant la ville de Toamasina I vers la Région Analanjirofo. Cette activité a déjà bénéficié de plusieurs appuis en matière d'infrastructures de commercialisation. Cela a permis aux artisans de mieux exposer leurs produits. Actuellement, ce secteur est confronté aux problèmes liés à :

- **L'insuffisance de financement :** accès limité des artisans aux financements et aux crédits
- **L'accès limités aux matières premières :** les matières premières de qualité se font des plus en plus rares entrainant une augmentation de leurs prix ;

- **L'étroitesse du marché et concurrence avec des produits de contrefaçon :** les produits artisanaux locaux font face à la concurrence des produits importés, souvent moins chers et parfois de qualité inférieure, la contrefaçon de produits artisanaux nuit également à la réputation et aux ventes des artisans locaux ;

- **Aux problèmes d'organisation et de structuration :** les artisans travaillent souvent de manière isolée, ce qui limite les opportunités de coopération et de mutualisation des ressources, la mise en place d'associations ou de coopératives bien structurées contribuera à une meilleure organisation des artisans permettant à son tour à mieux défendre leurs intérêts.

- **Aux manques de formation et de capacités :** les artisans manquent souvent de formation technique et de compétences requises à la gestion d'entreprise, limitant en conséquence leur capacité à innover et à améliorer la qualité de leurs produits, les formations continues leur permettant de s'adapter pour s'adapter aux nouvelles tendances et aux demandes des consommateurs.

Pour ce secteur, le défi est de l'intégrer dans le secteur du tourisme.

Mines

La Région Atsinanana regorge de plusieurs ressources minières de différentes natures, presque dans tous les districts **(Carte).**

Figure 2 : Potentiel minier de la Région Atsinanana

Source : Région Atsinanana, 2024

Actuellement, la région rengorge plusieurs gisements non exploités tels que :

- Le gisement d'Eladrano d'Ambatomitamba – Andranobolahy,
- Le rubis, Tetezampaho, Antanandava, Niherenana,
- L'or à Antanambao Mahatsara, à Niherenana,
- Le graphite à Amboditavolo, à Sahamatevina.

Généralement, les ressources minières attirent plusieurs sociétés (nationales et internationales) et des exploitants de toute catégorie mais le plus important est le projet Ambatovy. Ce dernier exploite le Nickel et le Cobalt et produit l'engrais de sulfate d'ammonium pour une durée de 30 ans.

Le projet Ambatovy constitue un grand atout de la Région Atsinanana. Outre les redevances minières qu'il devait verser aux communes d'exploitation et des emplois directs et indirects qu'il a créés, il est un partenaire de développement de premier rang pour la Région Atsinanana. Il intervient dans différents domaines pour apporter ses appuis techniques et financiers au soutien de l'économie régionale.

L'analyse auprès des districts a fait ressortir que ces ressources profitent peu aux populations locales et aux collectivités territoriales décentralisées (CTD). Ce sont les grandes firmes qui y tirent le maximum de profit. La majeure partie d'entre elles travaillent dans la clandestinité et ne paient pas les redevances minières. Pourtant, leurs exploitations contribuent énormément à la dégradation de l'environnement ; lepassage de leurs engins détruit les routes et pistes en terre.

Les très petits exploitants locaux, quant à eux, sont dépourvus de moyens matériels permettant de travailler convenablement. Ils arrivent difficilement à maitriser le secteur. Les produits sont vendus à l'état brut à faible valeur ajoutée et s'opère dans un circuit très opaque.

Compte tenu de tout ce qui précède, les acteurs régionaux ont proposé de réaliser les projets suivants :

Tableau 36 : Indicateurs des programmes de l'OS 2.4

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Volume de production de la petite pêche (en tonnes)	6 864,75	TBSE 2024	16 000	Cible 8.2	DRPEB
Volume de production de la pêche industrielle (en tonnes)	1 528,49	TBSE 2024	2 446	Cible 8.2	DRPEB
Volume de production de la pêche artisanale (en tonnes)	138,09	TBSE 2024	425	Cible 8.2	DRPEB
Volume de produits de pêche à l'exportation (tonnes)	340	TBSE 2024	600	Cible 8.2	DRPEB
Nombre de pisciculteurs formés	1237	DRPEB 2024	3 000	Cible 8.2	DRPEB

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Volume de production annuelle de poissons issus de la pisciculture (tonnes)	3 808	APDRA 2023	12 800	Cible 8.2	DRPEB
Surface consacrée à la pisciculture (are)	650	-	1 200	Cible 8.2	DRPEB
Nombre d'exportateurs des produits artisanaux	70	-	150	Cible 8.2	DRTA
Nombre d'artisans ayant accès au marché International	8	DRTA 2024	25	Cible 8.2	DRTA
Nombres d'artisans ayant participé aux foires	100	DRTA 2024	500	Cible 8.2	DRTA
Nombre d'organisation des artisans existants et fonctionnels	15 associations, 20 coopératives, 1 CMA	DRTA 2024	40 associations, 50 coopératives, 4 CMA	Cible 8.9	DRTA
Nombre des arrivées des touristes étrangères résident	617	ADEMA 2023	2 500	Cible 8.9	DRTA
Nombre des arrivées des touristes étrangères non-résident	2 883	ADEMA 2023	10 000	Cible 8.9	DRTA
Nombre des arrivées des Croisiéristes	2 776	DRTA 2024	15 000	Cible 8.9	DRTA
Nombre de permis miniers et à jour	ND	-	A définir	Cible 8.2	DIRMINE
Exploitants miniers formels	ND	-	A définir	Cible 8.2	DIRMINE

Tableau 37 : Programmes de l'OS 2.4

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 2.4.1 : Promotion de la pêche maritime et de l'aquaculture			
Développement d'activités alternatives pendant la fermeture annuelle de la saison de pêche	Toamasina I, Toamasina II, Brickaville, Mahanoro, Vatomandry	DRPEB, Région	A mobiliser
Renforcement de capacités des pêcheurs sur la pêche durable		DRPEB, Région	A mobiliser
Renforcement des capacités des pêcheurs sur les techniques de conservation et stockage		DRPEB, Région	A mobiliser
Mise en place des unités de froid	Toamasina I, Vatomandry	DRPEB, Région	A mobiliser
Structuration de la chaîne de valeur piscicole	Toamasina I, Vatomandry	DRPEB, Région	A mobiliser
Construction de maisons de la pisciculture	Toamasina I, Vatomandry	DRPEB, Région	A mobiliser
Soutien et vulgarisation de la pisciculture	Toamasina I, Toamasina II, Brickaville, Antanambao Manampontsy	DRPEB, Région APDRA, FDA, AVSF	A mobiliser
Programme 2.4.2 : Promotion de la destination touristique et développement de l'artisanat			
Organisation des éductours internationales	7 districts	DRTA, ORTT, Région	A mobiliser
Elaboration d'une politique régionale d'attraction d'investisseurs touristiques	7 districts	DRTA, ORTT, Région	A mobiliser
Participation aux salons internationaux pour le Tourisme de croisières	7 districts	DRTA, ORTT, Région	A mobiliser
Réalisation d'un documentaire de promotion des attraits touristiques de la Région Atsinanana	7 districts	DRTA, ORTT, Région	A mobiliser
Renforcement des capacités techniques des acteurs du secteur du tourisme	7 districts	DRTA, ORTA, Région	A mobiliser
Promotion de culture des matières premières pour l'artisanat	Toamasina II	CMA, CERAM	A mobiliser
Mise en place d'un central d'achats des matières premières pour l'artisanat	Toamasina II	CMA, CERAM	A mobiliser

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Appui à la structuration et formalisation administrative des artisans	7 districts	CMA, CERAM	RPI
Renforcementdes capacitésdes artisansen matièrede design, respect des normes de qualité, commercialisation…	7 districts	CMA, CERAM	A mobiliser
Programme 2.4.3 : Développement du secteur minier			
Renforcementdes capacitésdes « très petitsexploitants »	ToamasinaII	Région, DIRMINE	RPI
Appui à la formalisationdes « petits exploitants »	7 districts	Région, DIRMINE	A mobiliser
Appui à la structuration des différentes filières	7 districts	Région, DIRMINE	A mobiliser
Mise en place de comptoir régional des ressources minières	Toamasinal	Région, DIRMINE	A mobiliser
Incitation à la création d'unité lapidairerie	Toamasina I, Toamasina II	Région, DIRMINE	RPI

Axe Stratégique 3 : Améliorer le cadre de vie et les externalités fonctionnelles des principales agglomérations

L'attractivité des centres urbains, l'aménagement adéquat de leur territoire respectif reposent sur l'amélioration des infrastructures et services dédiés à la promotion de l'économie, du secteur social et du système de gouvernance local. Les ateliers au niveau des Districts ont montré l'incapacité des villes à assumer leur rôle de point focal pour les activités sises en dehors de leur espace. La défaillance en infrastructures qui produisent et soutiennent les services administratifs, économiques, financiers, sanitaires, commerciaux, technologiques, … a été maintes fois signalée. Également, les problèmes inhérents à l'extension démesurée de l'espace urbain ont été perçus comme un accueil. Les poids des flux migratoires pèsent lourdement sur la capacité d'accueil des villes. L'étalement urbain se développe au-delà de sa propre limite administrative. Des quartiers périphériques désorganisés émergent. A très fort densité humaine, ils sont devenus la destination des flux de population flottante en provenance du monde rural. De même ce phénomène affecte certaines trames à l'intérieur même des quartiers propres de la ville permettant ainsi l'apparition des zones **« névralgiques »** du point de vue de salubrité et de précarité du cadre de vie.

Face à ce phénomène, la gouvernance foncière se trouve débordée. En effet, mis à part certaines zones urbaines où le système foncier est régi par l'administration réglementaire assuré par les services fonciers, une grande partie de l'espace des villes échappe au dit cadre réglementaire. La situation de la sécurisation et de l'immatriculation foncière n'est pas de mise et escamote le support territorial des futurs projets d'aménagement urbain.

En outre, certains centres locaux n'assurent que les services de proximité où leur capacité à proposer des biens et services à des populations extérieures est très réduite. De plus, l'ouverture vers l'extérieur

par l'intensification des échanges est relativement limitée. L'implantation d'activités liée aux TIC **(centre d'appels internationaux, internet, ...)** est effective mais demeure encore insuffisante.

Cet axe vise à lutter contre la détérioration des conditions de vie en milieu urbain à travers l'augmentation de la capacité d'accueil des territoires des villes. Il intègre également un mode de gestion concertée de la zone urbaine.

La production, la réhabilitation des infrastructures viaires doit aller de pair avec l'assainissement et l'hygiène qui conditionnent la viabilité fonctionnelle des centres urbains et contribuent à réduire la pollution. La concrétisation de la gestion contractuelle de l'espace urbain contribue à l'atteinte des buts de cet axe.

▶▶▶ OS 3.1 : Contribuer à l'attractivité et à la compétitivité des villes

Spécifiquement, la normalisation et la modernisation de la gestion urbaine permettant aux villes d'assoir leur attractivité. Du fait du maintien aux normes des infrastructures et équipements, l'aire d'influence s'étendra non pas seulement sur la périphérie proche mais au-delà de la circonscription administrative de la ville. La modernisation des équipements et l'inclusion de la digitalisation et la numérisation dans leur mode d'utilisation vont également contribuer à renforcer les externalités fonctionnelles des centres urbains.

Particulièrement, pour les normes proprement environnementales, il est requis :

- L'établissement des normes sur les eaux dans la mesure où le climat de la Région est de type tropical humide. Ces normes concernent celles relatives aux eaux potables, aux eaux usées et aux traitements des effluents urbains.
- L'instauration d'une gestion efficace et efficiente des ordures à travers le traitement de déchets ménagers, le traitement des autres déchets issus des centres hospitaliers et d'autres activités pollueuses.
- L'instauration de cadre réglementaire via l'application stricte des dispositions y afférentes avec les sanctions telles que **« pollueur-payeur ».**

Également, la lutte contre l'érosion des berges bordant les villes sises le long du littoral maritime et celles traversées par le Canal des Pangalanes est intégrée dans cet objectif.

Toutes ces activités vont être coordonnées selon les orientations du plan d'urbanisme de chaque Commune et aboutir à l'établissement de partenariat avec les acteurs et Instances concernées pour leur mise en œuvre.

La mise en place des infrastructures et équipements de communication immatérielle **(pylônes téléphoniques, internet, ...)** va affirmer les fonctions **« extra-muros »** des mêmes centres urbains. Cet objectif concerne également l'amélioration de l'administration publique **(Gouvernance)** l'augmentation des activités liées aux nouvelles technologies génératrices d'emplois **(commerce électronique, cyber café, ...).** La finalité est de parvenir à l'émergence d'idées nouvelles et d'une culture de l'innovation et de la communication au sein de l'administration. De même la possible restauration de la confiance entre le citoyen et l'administration sur la base d'un service public adapté, de l'accès libre et transparent à l'information et à la participation au niveau local.

La valorisation de l'opportunité liée à l'accès immédiat aux routes maritimes et terrestres fait partie de l'objectif. Toamasina, à travers son port peut profiter de sa position et va tirer avantage grâce à l'ouverture avec les réseaux d'échanges internationaux. La coopération internationale est une alternative pour renforcer son degré d'ouverture et la rend plus compétitive au niveau du commerce international, elle peut ainsi drainer ensemble les produits de d'hinterland, d'une partie non négligeable du pays et capter les liaisons maritimes extérieures.

Tableau 38 : Indicateurs des programmes de l'OS 3.1

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Taux d'urbanisation	27,55%	MICS 2018	A définir	Cible 9.1	DRDAT
Taux de congestion des principales agglomérations	ND	-	A définir	Cible 9.1	DRTM

Tableau 39 : Programmes de l'OS 3.1

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 3.1.1 : Normalisation et modernisation de la gestion des villes et des espaces			
Conception et/ou mise à jour du Plan d'Urbanisme (PUDi, PUDé)	Chefs-lieux de district (hors Toamasina I)	Communes, DRDAT	A mobiliser
Elaboration SRAT, SAC	7 districts	Région	A mobiliser
Renforcement des capacités des communes en matière d'urbanisme	Communes urbaines	Commune urbaine, MDAT	RPI
Développement de Partenariat Public-Privé en matière de gestion des infrastructures urbaines	Communes urbaines	Communes urbaines, MDAT, Ministères concernés	RPI
Restauration du **« service pompier »** dans la ville de Brickaville	Brickaville	Commune	RPI
Construction d'un abattoir, respectant les mœurs et coutumes de la population	Toamasina II, Vatomandry, Mahanoro	Communes	A mobiliser
Aménagement des espaces verts	Chefs-lieux du district	Communes	A mobiliser
Programme 3.1.2 : Amélioration du cadre de vie, de l'environnement et de l'accès au logement			
Construction, réhabilitation des marchés communaux	Toamasina I, Marolambo	Communes	A mobiliser
Délimitation et clôture des espaces publics	Tous Districts	Région, Communes	A mobiliser
Sécurisation administrative et foncière des terrains pour les projets de construction	Tous Districts	DRDAT	RPI

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Promotion de « ville verte », Reboisement urbain via plantation d'arbre d'ornement sur le long des grands axes routiers de Toamasina	Toamasina I, Villes desservies par le canal des Pangalanes	CUT, DREAH	RPI
Promotion de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)	Toamasina I	DREDD, ONE, CUT, DRTM	RPI
Renforcement IEC environnementale	Chefs-lieux du district	DREDD, Communes	RPI
Programme 3.1.3 : Optimisation de la circulation urbaine			
Aménagement de gare routière	Chefs-lieux de district	Communes, DRTM	A mobiliser
Construction d'une aire de stationnement des camions	RN2A, Toamasina I	Communes, DRTM	A mobiliser
Aménagement, réhabilitation des voies urbaines	7 districts	Communes, Région, DRTM	RPI, Présidence

OS 3.2 : Garantir une meilleure gestion de l'environnement et des impacts du changement climatique

Dans le temps, la Région Atsinanana est réputée pour la densité de ses zones couvertes de forêts aux essences riches et variées. A cette situation sont pourtant venues se surimposer la croissance démographique et la carence en matière de stratégie de conservation et de valorisation de cet écosystème. En effet, la Région a été affectée par l'augmentation accélérée de l'effectif de sa population dont les conséquences sur l'environnement se traduisent par une exploitation poussée de ses ressources forestières. Ces dernières cèdent progressivement la place aux cultures et aux friches.

Dans la plupart des cas, les systèmes d'exploitation ne sont plus adaptés aux contextes actuels car ils conduisent, tels qu'ils sont pratiqués à la destruction des ressources naturelles. Lesdits systèmes de production agricole traditionnels n'ont su répondre à la croissance des besoins, eux-mêmes générés par la croissance de la population que par une consommation accrue et incontrôlée d'espaces et des ressources. D'une agriculture peu productive, on est donc passé à une agriculture de misère qui, à terme, peut aller jusqu'à la destruction complète de l'environnement.

Depuis 1987, un Plan d'Action Environnemental a été élaboré et adopté suivi de stratégies et politiques de conservation y afférentes à travers la création et la mise en fonction des Aires Protégées. Néanmoins, l'ampleur des problèmes dépasse souvent la capacité réelle d'intervention des acteurs du développement. Les résultats de la démobilisation des populations ne sont pas totalement satisfaisants. Concrètement, les mesures adoptées sont soumises à des règles de l'**« extérieur »** en décalage avec des réalités telles que les populations vivent car la croissance inexorable des besoins alimentaires augmente les prédations d'ordre anthropique.

Les consultations à l'échelle des Districts ont démontré la déforestation encore persistante. Les formations forestières, une des renommées de la Région, subissent de forte pression anthropique sous forme de feux criminels et/ ou accidentels en raison des débordements des fours à charbon, des

défrichements par **« brulis »** pour libérer des terres agricoles et également de coupes illicites pour le commerce de bois d'œuvre.

Cet objectif spécifique vise à atténuer la forte pression anthropique sur les ressources naturelles. Les actions et les activités ont pour but de réduire au maximum les activités destructrices de l'écosystème. Sont également intégrés dans l'objectif la conservation **« écologique »** avec l'implication des communautés locales via la concertation in situ et le respect des règles de gestion des risques et catastrophes naturels.

L'IEC et la concertation locale pour une appropriation des tenants et aboutissants des modalités de gestion des Aires Protégées font partie des actions à mener. En effet, les revendications persistantes des communautés locales sont basées sur l'incompréhension relative au fonctionnement des dites Aires Protégées dans la mesure où les retombées économiques et sociales ne sont pas palpables. Cette situation fragilise la pérennité des initiatives de conservation écologique.

Tableau 40 : Indicateurs des programmes de l'OS 3.2

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Cases endommagées	1 848	BNGRC 2024	A définir	-	BRGRC
Nombre des ménages délocalisés avant le cyclone	5 294	BNGRC 2022	A définir	-	BRGRC
Pourcentage des ménages ayant subi un choc et qui ne sont pas rétablis	55,3%	EPM 2021	0%	-	BRGRC
Surface d'espaces verts en ha	ND	-	A définir	Cible 15.1	DREDD
Couverture forestière en ha	ND	-	A définir	Cible 15.2	DREDD
Indice de vulnérabilité[11]	ND	-	A définir	Cible 13.1	DREDD

Tableau 40 : Indicateurs des programmes de l'OS 3.2

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 3.2.1 : Atténuation des effets du changement climatique			
Renforcement de contrôle auprès des industries	Toamasina I	DREDD, ONE, DRIC, CTD, CUT	RPI

[11] C'est un indicateur composite qui doit prendre en compte plusieurs paramètres.

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Elaboration d'un plan de transition vers véhicule de transport vert	Toamasina I	CUT, DRTP, DREDD	A mobiliser
Renforcement de l'IEC sur les mesures d'adaptation	7 districts	DRAE, DREDD	
Mise en place d'une visite technique de tous les véhicules motorisés (y compris le véhicule moins de 50 cc	Toamasina I	SRSR	RPI
Programme 3.2.2 : Renforcement de la Gestion des Risques et Catastrophes			
Renforcement de capacité d'intervention du Bureau Territorial du BNGRC	7 districts	BNGRC	A mobiliser
Appui à l'élaboration et mise en œuvre d'un Plan Communal de GRC	Toamasina I, II	BNGRC	A mobiliser
Appui à l'opérationnalisation des comités environnementaux : CER, CRGPE, CSER	Toamasina I, II	BNGRC	RPI
Elaboration et mise en œuvre d'un plan de contingence	7 districts	BNGRC	A mobiliser
Mise en place d'un système d'alertes précoces	7 districts	Région, BNGRC	A mobiliser
Protection de berges de la ville de Brickaville (GRC)	Brickaville	Commune, Région, DRTP	A mobiliser
Création des sites d'hébergement équipés et résilients pour les sinistrés	Toamasina I, II, Brickaville, Mahanoro, Vatomandry	Région, CRGRC, GEF	A mobiliser
Mise en place et opérationnalisation d'un comité GRC : divers outillages, tronçonneuse, motos, vedette, ...	7 districts	Région, CRGRC	A mobiliser
Promotion des maisons résilientes en matériaux locaux	7 districts	Région, CRGRC	A mobiliser
Renforcement des capacités des ouvriers en bâtiments sur les normes résilientes	7 districts	Région, CRGRC	RPI

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 3.2.3 : Préservation de l'écosystème naturel			
Promotion de l'utilisation de mâchefer	Toamasina I	ONE, DREDD, DRPEB, CUT, Université	RPI
Homologation et application du Dina pour la lutte contre les feux de brousse	Marolambo, Antanambao Manampontsy, Vatomandry, Mahanoro	Communes	RPI
IEC sur l'importance de la préservation du littoral	Toamasina II, Brickaville, Mahanoro, Vatomandry	Districts, Région, DREDD	RPI
Elaboration et opérationnalisation d'un Plan Particulier d'Intervention pour les entreprises/industries à risque	Toamasina I, II	DREDD	A mobiliser
Suivi de la mise en application de cahiers des charges	Andronobilahy	DIRMINE	RPI
Suivi des permis d'exploitation « sans exploitation »	Toamasina II	DIRMINE	RPI
Mise en place d'une Cellule de Coordination Régionale Multi-sectoriel de Gouvernance de l'Océan et de l'Economie Bleue	Toamasina I	DRPEB, Région	RPI
Redynamisation de la structure de surveillance et de contrôle (Cellule environnementale régionale)	Marolambo, Antanambao Manampontsy	DREDD, DRPEB, Région	RPI
Plaidoirie pour la mise en place de la police des mines	Antanambao Manampontsy	Région	RPI
Elaboration et mise en œuvre d'un plan régional de reforestation et de reboisement	7 districts	DREDD, Région	A mobiliser

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie régionale de gestion des pesticides et engrains chimiques	7 districts	Communes, Région, MEDD	A mobiliser
Appui et mobilisation des communautés de base œuvrant sur la préservation de l'environnement	7 Districts	Communes, Régions, OSC, ONG	RPI
Renforcement des structures de préservation des espèces faunistiques endémiques et/ou autres espèces	Marolambo, Antanambao Manampontsy, Vatomandry	ONG DURELL, DREDD	RPI
Pérennisation des activités de protections faunistiques et floristiques mené par l'ONG DURELL	Marolambo, Vatomandry, Mahanoro, Brickaville	ONG DURELL	RPI
Poursuite de la sensibilisation visant l'utilisation rationnelle des produits de la forêt	Mahanoro, Vatomandry, Marolambo, Antanambao Manampontsy	ONG, DREDD, Communes, Région	RPI
Concrétisation et appui des systèmes de production axés sur l'agroécologie, l'agroforesterie et la permaculture	Mahanoro, Vatomandry, Toamasina II, Antanambao, Manampontsy	DREDD, DRAE, Région	A mobiliser
Plaidoirie pour la mise en place de brigade forestière (OPJ)	7 districts	DREDD, FDS	A mobiliser
Restauration des récifs coralliens (Ile aux prunes)	Toamasina I	DREDD, ONE, DRPEB, CUT , Université	A mobiliser
Renforcement du contrôle des déchets industriels	Toamasina I	DREDD	RPI
Promotion de l'utilisation de la biomasse comme source d'énergie (moyen de cuisson)	Marolambo Antanambao Manampontsy	DREDD	RPI

Axe Stratégique 4 :
Instaurer un Etat de droit et une bonne gouvernance

La Région Atsinanana, en matière de gouvernance, est similaire aux autres Régions de Madagascar. En effet, dans ce domaine, elle montre des signes de difficultés. La pauvreté organisationnelle résume les constats effectués et concerne chaque échelon administratif. En réalité, la coordination et la collaboration ne sont pas de mise tant au niveau vertical qu'au niveau horizontal. Des inadéquations sont toujours reprochées à travers la distorsion entre les phénomènes et les faits qui se déroulent dans la Région et les réponses ou attitudes manifestées par l'administration et les organisations mises en place. Sur le terrain, le contexte et les données évoluent constamment, alors que le système de gouvernance peine à s'améliorer. Beaucoup de défaillances sont toujours à déplorer au niveau des structures, des responsables, des moyens et des outils. La corruption et l'insécurité généralisées constituent deux facteurs qui s'interfèrent en impactant sur la gouvernance d'autres secteurs : social, culturel, économique... et réduisent considérablement la confiance de la population envers l'administration. La redevabilité sociale et la transparence de gestion restent des slogans et sont loin des réalités et des pratiques.

Les ressources financières sont méconnues, dans sa totalité et sont mal recouvrée et non optimisées. En conséquence, la capacité d'autofinancement est faible. La Région arrive difficilement à **« manager »** la mise en œuvre de l'outil de planification qu'est le PRD. En outre, l'importance stratégique liée à la mobilisation des ressources n'est pas aussi bien perçue par les contribuables. De ce fait, attentisme voire refus de payer le dû prédominent.

Sur un autre stade, la prise de conscience de l'absolue nécessité d'une gestion des ressources de l'environnement n'est pas encore suffisamment répandue car les besoins accrus de la population en croissance rapide à la recherche d'une amélioration de leurs conditions de vie pèsent lourdement sur la préservation du capital écologique naturel.

Cet axe stratégique vise la lutte contre la dégénérescence des phénomènes de banditisme et des différentes formes d'insécurité qui affectent la confiance de la population vis-à-vis de l'administration et leur capacité à mieux produire.

Pour ce faire, la promotion du système d'auto-défense au niveau des communautés de base est préconisée. Cela va être accompagné de la dotation en équipement et en savoir-faire des structures de gouvernance à l'échelle locale (agents de sécurité locale).

Le maillage territorial plus étendu des infrastructures et équipements ainsi que des personnels des FDS fait également partie de cet axe.

Le meilleur accès à la justice équitable à travers l'amélioration de la couverture territoriale des services et des moyens infrastructurels y sont incorporés ainsi que l'IEC concernant les affaires pénales civiles. En outre, la concrétisation du système de dénonciation sur tous les domaines affectés par la corruption avec l'application stricts des clauses des dispositifs juridiques y afférents sont assimilés dans cet axe ainsi que l'IEC sur ses différents composants.

L'accès instantané à l'information et à la réduction de la contrainte de distance s'impose. L'isolement géographique est de plus en plus gênant du fait de l'entrée limitée dans l'ère de l'accès libre et en temps réel à l'information.

En rapport à ces réalités restreignant, les ateliers organisés sur l'ensemble du territoire régional ont opté pour la concrétisation de programmes que sont :

- Le renforcement de la capacité financière de la Région avec les Communes qui la composent appuyé par les STD qui en sont concernés.

- La remise à niveau du personnel de l'administration, à l'informatique à travers la concrétisation de la transformation numérique et la digitalisation.

- La transformation des pratiques culturelles comme outil de développement de la Région.

OS 4.1 : Préserver la paix et la sécurité

L'insécurité, tant en milieu urbain qu'en rural, a connu une recrudescence sans précédent ces dernières années dans la région Atsinanana. Autrefois touchée par des actes isolés, la région fait désormais face à une montée en puissance de la criminalité organisée. La ville de Toamasina, autrefois paisible, a été le théâtre d'attaques à mains armées de plus en plus fréquentes. Les chiffres de 2021, marqués par une augmentation significative des vols, des agressions et des actes de banditisme, témoignent de cette dégradation de la situation sécuritaire.

Tableau 42 : Situation régionale de la paix et de la sécurité

Agrégats	2021	2022	2023
Nombre de crimes	913	427	577
Nombre de cas de vols	710	659	795
Nombre d'attaques à mains armées	105	32	10
Nombre de police par habitant	1 / 3 028	1 / 3 154	1 / 2 932
Nombre de poste de police	13	13	13

Source : DRSP Atsinanana, 2024

Généralement, l'insécurité provient du manque d'opportunités économiques pour les jeunes. Mais la Région Atsinanana et la ville de Toamasina I en particulier est victime de son propre développement. En effet, la présence des grandes sociétés ainsi que des potentiels touristiques qu'offre la ville de Toamasina attirent des gens en quête d'argent facile. L'exode rurale vers Toamasina I, la détériorationdu pouvoir d'achat, les différends fonciers, la prolifération des drogues et des armes à feu ainsi que l'acculturation complètent la liste.

Face à ces problèmes, les forces de sécurité et de défense **(FSD)** souffrent d'un manque cruel de moyens humains et matériels. En matière de moyens humains, le ratio actuel est de 1 policier pour 2 932 habitants. Ce chiffre est jugé faible compte tenu de la situation sécuritaire qui prévaut actuellement à l'échelle de la région. A tout cela s'ajoute l'insuffisance de recyclages pour certains personnels **(Officiers de Police Judiciaire, enquêteurs, ...)**, le manque de coordination des activités des FSD et les communes en ce qui concerne l'accroissement non maîtrisé des bars, débits de boissons alcooliques, salle de jeux, casinos, boîte de nuit, ...

Tableau 43 : Indicateurs des programmes de l'OS 4.1

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Nombre de crimes	577	DRSP 2024	0	Cible16.1	DRSP
Nombre de cas de vols	795		0		
Nombre d'attaques à mains armées	10		0		

Tableau 44 : Programmes de l'OS 4.1

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 4.1.1 : Réduction de l'insécurité sur l'ensemble du territoire de la Région			
Elargissement du **« Tagnamaro ny fandriampahalemana »**	Antanambao Manampontsy Marolambo	FDS	RPI
Renforcement des capacités des agents de sécurité locale : quartiers mobiles, police municipale	7 districts	FSD, Communes, Région	RPI
Plaidoirie pour l'amélioration de la couverture des FSD	Toamasina I, II	Région	RPI
Vulgarisation de Clinique de Droits Fonciers, pour faire face aux différends fonciers	7 Districts	TPI, Région	A mobiliser
Mise en place des commissariats de Police	Marolambo, Antanambao Manampontsy	DRSP	RPI
Vulgarisation du poinçonnage de la vanille	7 districts	Communes, Région	RPI
Lutte contre la production, la vente et la consommation des drogues	7 Districts	FDS, Région	RPI
Eclairage des quartiers	7 districts	Région, Députés	RPI

OS 4.2 : Renforcer l'accès de tous à une justice équitable

La justice tient une place importante dans le développement durable d'un pays et de la lutte contre la pauvreté. Elle contribue à la mise en place d'un environnement favorable à la lutte contre les inégalités sociales et économiques et à offrir à tous les citoyens les mêmes opportunités.

Généralement, le système judiciaire malgache n'est pas accessible au grand public faute de connaissance en procédure judiciaire, de méconnaissance tout simplement des lois en vigueur ainsi que l'éloignement du bureau du Tribunal de Première Instance **(TPI)** par rapport aux autres districts. Au niveau de la Région Atsinanana, deux villes en disposent : **villes de Toamasina I et de Vatomandry.** Entreprendre quelque chose au TPI de Toamasina I ou de Vatomandry occasionne des charges financières supplémentaires pour les gens qui viennent des autres districts. Par conséquent, les gens se rendent la justice eux-mêmes. Le manque de confiance des populations au système judiciaire et la méconnaissance de leur droit amplifient cette situation.

Tableau 45 : Nombre de cas de vindicte populaire

Libellé	2021	2022	2023
Nombre	6	5	4
Personnes assassinées	4	5	3

Source : TBSE 2023

Au niveau des maisons carcérales, une autre facette de la situation se présente. Outre le sureffectif, plusieurs détenus sont en attente de jugement depuis plusieurs mois, voire plusieurs années.

Tableau 46 : Etat de la population carcérale

Intitulé	2021	2022	2023
Capacité d'accueil des établissements	400	410	410
Nombre des personnes incarcérées	1 751	1 740	1 778
Gap	(-1 351)	(-1 330)	(-1 368)

Source : TBSE 2024

Tableau 47 : Indicateurs des programmes de l'OS 4.2

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Ratio prévenus et jugés	ND	-	A définir	Cible16.3	DRAP
Nombre de vindictes populaires enregistrés	3	TBSE 2023	0		CIRGN
Nombre de Kiosques juridiques fonctionnels	1	TPI 2024	2		TPI
Quantité de dossiers traités	ND	-	A définir		TPI

Tableau 48 : Programmes de l'OS 4.2

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 4.2.1 : Amélioration de l'accès à la justice équitable			
Renforcement et augmentation des audiences foraines	Antanambao Manampontsy, Marolambo	TPI	RPI
Elargissement du milieu carcéral	Toamasinal, Marolambo	MINJUS	RPI
Réinsertion sociale des ex détenus	Toamasinal, Marolambo	MINJUS	RPI
Mise en place de Conseil juridique	Toamasinal	MINJUS, Région	RPI
Sensibilisation des populations sur les affaires pénales civiles	Toamasina II, Brickaville,	TPI	RPI
	Mahanoro, Vatomandry		

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Plaidoirie auprès du ministère de la Justice pour le renforcement de l'effectif et redéploiement du personnel de la justice	Antananarivo	Région	RPI
Plaidoirie auprès du ministère de la Justice pour la mise en place de TPI au niveau des districts de Marolambo, Brickaville, Antanambao Manampontsy	Antananarivo	Région	RPI
Instauration du DINA	Toamasina I, II	Communes, FDS, Prefecture, TPI	RPI

OS 4.3 : Lutter contre les transferts financiers illicites

Toamasina, en tant que principal port de Madagascar, est une plaque tournante économique qui attire une activité commerciale importante. Cette position stratégique la rend également vulnérable aux flux financiers illicites. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette situation, à l'exemple de :

- **Commerce illicite :** Les entreprises manipulent les valeurs déclarées sur les factures pour dissimuler des profits et transférer des fonds à l'étranger.
- **Contrebande :** Le trafic de marchandises prohibées **(armes, drogues, produits de contrefaçon)** génère des revenus importants qui peuvent être blanchis.
- **Exportation illégale de ressources naturelles :** L'exploitation illégale de l'or, des pierres précieuses et d'autres ressources naturelles alimente les réseaux de blanchiment d'argent.
- **Transferts de fonds illicites :** des individus transportent physiquement de l'argent liquide à travers les frontières pour échapper au contrôle des autorités.
- **Utilisation de systèmes de transfert d'argent informels :** Ces systèmes permettent de transférer de l'argent rapidement et discrètement, sans laisser de traces.

Le transfert financier illicite à Toamasina représente un défi majeur pour le développement économique et social de Madagascar. Pour y remédier, il est nécessaire de mettre en œuvre une stratégie globale combinant des mesures de prévention, de répression et de coopération internationale.

Tableau 49 : Indicateurs des programmes de l'OS 4.3

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Transactions financières suspectes	ND	-	A définir	Cible 16.4	PAC
Saisies et confiscations des avoirs illicites	ND	-	A définir	Cible 16.4	PAC
Valeur totale des flux financiers illicites entrants et sortants	ND	-	A définir	Cible 16.4	PAC

Tableau 50 : Programmes de l'OS 4.3

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 4.3.1 : Réduction des transferts financiers illicites			
Renforcement du contrôle des activités portuaires	Toamasina I	Douane	RPI
Renforcement des capacités des institutions en charge de poursuivre les activités illicites	Toamasina I	MEF	RPI
Amélioration de la traçabilité des transactions financières	7 districts	MEF , PAC	RPI
Sensibilisation du grand public sur les risques liés au blanchiment d'argent	7 districts	DRI , BIANCO	RPI

OS 4.4 : Atténuer l'aggravation de la corruption

Atsinanana n'échappe pas à la corruption qui sévit à Madagascar ces quarante dernières années, au même titre que les autres régions. Ce fléau, qui touche la quasi-totalité de la vie socioéconomique du pays, prive une partie importante de la population, des services publics adéquats et renforce le manque de confiance des populations envers les institutions publiques. Selon les informations fournies par la Direction Régionale du Bureau Indépendant de lutte Anti-Corruption **(BIANCO)** Toamasina, 907 cas de doléances ont été reçues courant l'année 2022 dont 239 sont poursuivis, 18 faisant l'objet d'arrestation et 20 personnes sont placées sous mandat de dépôt pour cause de corruption – chiffre le plus fort à Madagascar.

Face à cette situation, cet objectif de l'atténuation de la corruption consiste à garantir l'équité dans l'accès aux ressources et aux opportunités, restaurer la confiance des populations envers les institutions publiques. Les acteurs régionaux sont conscients que la lutte contre la corruption est un processus complexe et qui touche des intérêts des personnes influentes mais pour un développement durable au bénéfice de tout le monde, il est indéniable d'encourager les gens de dénoncer la corruption.

Tableau 51 : Indicateurs du programme de l'OS 4.4

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Nombre de doléances reçues	907		A définir	Cible16.5	BIANCO Toamasina
Nombre de personnes poursuivies	239	BIANCO Toamasina, 2022	A définir		

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2030	Références ODD	Responsable de collecte
Nombre de personnes en état d'arrestation	18	BIANCO Toamasina, 2022	A définir		
Nombre de personnes placées sous mandat de dépôt	20		A définir		
Ratio entre doléances reçus et dossiers traités, envoyés au PAC	ND	-	A définir	Cible 16.5	PAC

Tableau 52 : Programmes de l'OS 4.4

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 4.3.1 : Lutte contre la corruption			
Plaidoirie pour la mise en place d'antenne de BIANCO au niveau des districts	Vatomandry, Mahanoro Toamasina II	BIANCO	RPI
Vulgarisation du site de dénonciation i-toroka	7 districts	BIANCO	RPI
Redynamisation de la Structure Anti-Corruption au niveau des STD	Mahanoro, Vatomandry, Toamasina I, II, Brickaville	STD	RPI
Elaboration et vulgarisation de guide d'accès des citoyens aux services publics	7 districts	STD, Communes	A mobiliser
Mise en place - renforcement des standards de service	Antanambao, Manampontsy, Marolambo	STD	RPI
IEC du code sur la déontologie de l'administration (décret n°2003-1158)	Vatomandry Mahanoro	STD	RPI
Sensibilisation et communication relatives à la lutte contre la corruption (TV, Radio, affichage...)	Antanambao Manampontsy, Marolambo	BIANCO	RPI

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
	Toamasina I, II		
Créationde ligne verte pour dénoncerles abus pendantla périodede campagnede litchis	Toamasina I, II, Mahanoro , Vatomandry Brickaville	BIANCO, Région, DRDPT	RPI
Renforcement des capacités des sociétés civiles locales pour dénoncer les cas de corruption	Tous Districts	BIANCO	RPI

OS 4.5 : Soutenir une administration régionale apte à assumer sa mission

Malgré l'adoption du système institutionnel décentralisé depuis 1994, l'écart entre les institutions administratives et les citoyens persiste. Les besoins fondamentaux sociaux ne sont pas satisfaits par les services offerts par lesdites institutions administratives provenant partiellement de l'insuffisances de leur moyen dérisoire ainsi que leur désorganisation.

Lors des ateliers au niveau des Districts, la pauvreté organisationnelle résume les constats effectués touchant chaque échelon administratif. Des inadéquations sont toujours reprochées entre les phénomènes et faits qui se déroulent dans la Région d'une part et les réponses et les attitudes prises par l'administration et l'organisation mises en place. Le système de gouvernance peine à s'améliorer, beaucoup de défaillances sont toujours à déplorer au niveau de la structure, des responsables, des moyens, des outils, ...

Les mesures administratives d'accompagnement tardent à venir : formation, moyens, infrastructures, ... Devant les sollicitations et les demandes locales, les responsables sur place rejettent souvent les responsabilités à d'autres instances. Cette situation laisse, au niveau de la Région un sentiment d'insatisfaction et d'hésitation vis-à-vis de ces structures de gouvernance.

L'environnement relatif à l'application de la « bonne gouvernance » est difficile. En effet, la corruption et l'insécurité généralisées constituent deux facteurs qui s'interférent et qui impactent sur la gouvernance ainsi que sur d'autres secteurs : social, culturel, économique, ...

En outre, les problèmes intersectoriels restent actuellement sans solution : la concrétisation des stratégies ministérielles sur terrain devient contradictoire **(Mines versus agriculture, conservation versus élevage et agriculture, insécurité versus agriculture et élevage, ...**

Au niveau de la gouvernance financière, les ressources sont mal estimées, mal recouvrées et non optimisées. Concrètement, cet état de fait provient du manque de repérage **« juridique »** des matières imposables, de l'insuffisance de contrôle et des suivis des opérations de recouvrement, de l'absence de collaboration réelle entre la région, les communes, les centre fiscaux, le trésor et la direction régionale du budget dans la programmation et l'exécution budgétaire.

Dans la pratique, la consultation de documents comme le Code général des impôts, les contenus de la loi 2014-020 ainsi que ceux du Décret 2015-59 n'est pas encore un réflexe systématique au niveau des responsables des ressources fiscales et non fiscales. Ce manque d'automatisme est source de méconnaissance des natures et catégories des ressources financières revenant aux communes et à la Région ainsi que leurs modalités de recouvrement. Cette situation se trouve aggravée par le manque de collaboration avec les STD **(DRI, Centre Fiscal, Trésor, DRB Direction Régionale du Budget...)**

Le cloisonnement, l'attentisme, le rejet mutuel de responsabilités et la rétention d'informations sont **« monnaie courante ».**

En outre, le manque de formation du personnel prédomine. Les modalités relatives à la mobilisation des richesses et gisements fiscaux ne sont pas adoptées convenablement selon les règles de la comptabilité publique.

Vis-à-vis des contribuables, la fiabilité des déclarations laisse beaucoup à désirer occasionnant, de ce fait, leur non-conformité aux réalités. Les recensements se trouvent peu exhaustifs et peu crédibles.

Face à l'opacité totale de la gestion des fonds publics, la méfiance s'établit et l'engouement à s'acquitter de ses impôts et des autres dus devient aléatoire voire abandonné. La conscience citoyenne en regard du développement de leur territoire via le paiement de leurs dus fiscaux et non fiscaux fait défaut.

Souvent, cette méfiance se transforme en refus à débourser de l'argent. Mal vus par les contribuables, les régisseurs et percepteurs sont perçus comme des personnes qui viennent leur **« extorquer »** purement et simplement du sou.

Pour certaines recettes partagées dont la perception relève de la commune, des maires, par crainte de ne pas être réélus, ne veulent pas prendre des mesures **« antipopulaires »** liées au recouvrement des taxes, des droits, redevances…

Selon les données recueillies à partir du compte administratif et du Budget primitif de la Région, les évidences suivantes se dégagent :

Les estimations des recettes ne correspondent pourtant pas aux réalités. En effet, dans le tableau synthétique des droits et taxes fiscaux et non fiscaux les modalités d'évaluation des recettes de fonctionnement se fondent uniquement sur les montants recouvrés de l'année précédente. De ce fait, les chiffres tels que libellés dans le budget primitif ne cadrent pas avec ceux revenant réellement à la Région. D'après les services de la DAF, les valeurs indiquées dans la colonne intitulée **« Nombre de taxation estimé »** ne sont que fictives. A titre d'exemple, le tonnage des produits miniers est tenu secret par le BCMM et la direction régionale des mines. Il en est de même des impôts synthétiques qui représentent pourtant plus de 50% des recettes de fonctionnement de la Région. Le chiffre de 2 000 000 000 Ar pour les impôts synthétiques est en conséquence largement sous-estimé. **Toute ce qui précède la capacité d'autofinancement de la Région se trouve escamotée.** Cette dernière se trouve limitée car son augmentation est freinée par la difficulté inhérente à la mobilisation des ressources financières qui doivent réellement lui revenir.

Tableau 53 : Indicateurs des programmes de l'OS 4.5

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2029	Références ODD	Responsable de collecte
Capacité d'autofinancement de la Région	ND	-	A définir	Cible 16.6	Région
Taux de réalisation du PRD	ND	-	A définir	Cible 16.6	Région
Capacité d'autofinancement des communes	ND	-	A définir	Cible 16.6	DRDAT
Délai de traitement des dossiers au niveau des STD	ND	-	A définir	Cible 16.6	STD

Tableau 54 : Programmes de l'OS 4.5

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 4.5.1 : Renforcement de la capacité financière de la Région			
Articulation de la programmation budgétaire avec les programmes / projets du PRD notamment sur la mobilisation des ressources financières	Chef-lieu de la Région	Région, SRB , DRI , Trésor	RPI
Renforcement et concrétisation du partenariat Région/ Directions et services du ministère de l'Économie et des finances débouchant sur la capacité adéquate de la ligne managériale de la Région	Chef-lieu de la Région	Région, DRI , SRB , Trésor	RPI
Sensibilisation des contribuables au paiement des impôts	7 districts	Région, Communes	RPI
Recensement des contribuables	7 districts	Région, Communes	RPI
Inventaire et mise en pratique des textes légaux et règle monétaire régissant les ressources financières dévolues à la Région	7 districts	Communes, Région, DRI, Trésor	RPI
Mise en place et renforcement fonctionnel des sites de perception (ristournes et prélèvements sur les produits)	7 districts	Communes, Région, DRI	A mobiliser
Fiscalisation des activités informelles	7 districts	Communes, Région, DRI	A mobiliser
Plaidoirie auprès de l'Etat central pour le reversement des redevances minières	Antananarivo	Région, Députés, sénateurs	RPI

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 4.5.2 : Renforcement de la capacité technique et organisationnelle de la Région			
Mise à adéquation des matériels et mobiliers de bureau	Toamasina I	Région	A mobiliser
Elaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités techniques du personnel	ToamasinaI	Région	A mobiliser
Digitalisation des services administratifs de la Région	Toamasina I	Région	A mobiliser
Renforcement de l'organisation interne	Toamasina I	Région	A mobiliser
Programme 4.5.3: Appui aux communes			
Elaboration et mise en œuvre d'un programme de formation des élus et techniciens communaux	7 districts	DRDAT, Région, STD	A mobiliser
Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation des ressources financières propres et partagées	7 districts	DRDAT, Région, STD	A mobiliser
Electrification des bureaux des communes	7 districts	Communes	A mobiliser
Digitalisation des services administratifs communaux	7 districts	Communes	A mobiliser
Renforcement des capacités matérielles des communes	7 districts	Communes	A mobiliser
Programme 4.5.4 : Renforcement des capacités d'intervention des STD			
Mise à l'échelle de **« l'approche district »**	7 districts	Chefs du district	A mobiliser
Plaidoirie auprès de l'Etat central pour le renforcement des capacités matérielles, humaines et financières des STD	7 districts	Région	RPI

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Opérations de clarification des textes juridiques et réglementaires auprès des responsables locaux	7 districts	Chefs du district	RPI
Plaidoirie pour la mise en place du Service de Commerce	Marolambo, Antanambao Manampontsy	Région	RPI
Plaidoirie pour la mise en place du Service en charge des ressources minières	Marolambo, Vatomandry	Région	RPI
Plaidoirie pour la mise en place du Service en charge du Tourisme et l'Artisanat	Vatomandry	Région	RPI
Plaidoirie pour la mise en place du Service de pêche	Foulpointe	Région	RPI

OS 4.6 : Promouvoir la participation citoyenne et la pratique de la redevabilité

La participation citoyenne est un pilier essentiel du développement local. Les populations, à la fois actrices et bénéficiaires, doivent être impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, ainsi que dans leur évaluation. Le décret **n° 2015-957** a instauré les Structures Locales de Concertation **(SLC)** au sein des collectivités territoriales décentralisées **(CTD)** pour favoriser ce dialogue. Ces espaces de concertation sont censés rassembler les acteurs du territoire afin de définir et de suivre les projets de développement local.

Si la Région Atsinanana a bien mis en place une SLC, son fonctionnement reste limité, notamment en raison d'une méconnaissance de ses missions par les membres et de contraintes financières. Au niveau communal, la situation est hétérogène : certaines communes disposent d'une SLC inactive, tandis que d'autres n'en ont pas encore créé. Quelques-unes disposent d'une SLC fonctionnelle sous l'impulsion du projet RINDRA du PNUD/USAID. De plus, la représentativité au sein de ces structures est souvent insuffisante, avec une sous-représentation notable des personnes âgées, des jeunes et des personnes en situation de handicap.

En outre, les efforts déployés au niveau des responsables des collectivités territoriales décentralisées **(CTD)** pour instaurer une culture de la redevabilité et de la reddition des comptes demeurent insuffisants. Cette situation se traduit notamment par des difficultés persistantes pour certaines communes à recouvrer les impôts locaux. Ces difficultés sont en grande partie liées à un manque de transparence dans la gestion des affaires publiques et à une absence de redevabilité envers les populations, qui minent la confiance des citoyens envers leurs élus.

Tableau 55 : Indicateurs des programmes de l'OS 4.6

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2029	Références ODD	Responsable de collecte
Indice de Gouvernance Locale	ND	-	A définir	Cible 16.7	ODDL
Fréquence et qualité des rapports publiés par les responsables locaux	ND	-	A définir	Cible 16.7	ODDL
Disponibilité et accessibilité des	ND	-	A définir	Cible 16.7	ODDL
informations sur les décisions prises par les responsables locaux.					

Tableau 56 : Programmes de l'OS 4.6

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 4.6.1 : Renforcement de la participation citoyenne			
Sensibilisation des citoyens à leurs devoirs et droits	7 districts	Région, OSC	RPI
Appui à la mise en place et l'opérationnalisation des SLC	7 districts	Chefs districts	RPI
Programme 4.6.2 : Promotion de la redevabilité et reddition des comptes			
Éducation et sensibilisation des populations sur leurs droits et l'importance de la redevabilité et de la reddition des comptes.	7 districts	OSC, Région	A mobiliser
Formation des responsables locaux aux pratiques de bonne gouvernance et de transparence.	7 districts	OSC, Région	A mobiliser
Mise en place d'un dispositif de publication des décisions et résultats des actions prises par les responsables locaux	7 districts	OSC, Région	A mobiliser
Mise en place des plateformes pour permettre aux citoyens de participer activement aux processus de prise de décision et de donner leur avis	7 districts	OSC, Région	A mobiliser

OS 4.7 : Valoriser les pratiques culturelles, comme outil de développement de la Région Atsinanana

La culture joue un rôle crucial dans le développement. En effet, elle contribue à l'émancipation et au développement des potentialités de chaque individu. Elle renforce également l'identité collective favorisant la cohésion sociale et l'adhésion à un territoire. Quelques fois, certaines pratiques culturelles constituent un réel blocage au développement local.

Actuellement, ces pratiques culturelles sont peu connues par le grand public, notamment les jeunes et commencent à perdre du terrain au bénéfice des réseaux sociaux. L'objectif est d'identifier les pratiques culturelles qui peuvent constituer une force et contribuer au développement de chaque territoire.

Tableau 57 : Indicateurs des programmes de l'OS 4.7

Indicateurs	Baseline	Source et année	Objectifs 2029	Références ODD	Responsable de collecte
Taux de participation aux activités culturelles (spectacles, concerts, etc.).	ND	-	A définir	Cible 11.4	DRCC
Montant des dépenses de la région consacrées à la culture(Ar).	ND	-	A définir	Cible 11.4	Région

Tableau 58 : Programmes de l'OS 4.7

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Programme 4.7.1 : Mise en valeur des pratiques culturelles régionales			
Mise en place de maison de la culture	Autres districts	Région, DRCC	A mobiliser
Organisation de théâtre de verdure	Toamasinal	DRCC	A mobiliser
Mise en application de la loi **n°2021-019** relative à la politique culturelle nationale	7 districts	DRCC	RPI
Réalisation de l'inventaire **« culturel »** à chaque District **(sites historique)**	7 districts	DRCC	RPI
Création CLAC (Centre de Lecture et des Activités Culturelles)	Mahanoro Brickaville Vatomandry Toamasina I	DRCC	A mobiliser
Constitution d'un fonds local de culture	7 districts	DRCC	RPI
Mise en place d'infrastructure et équipement destinés à la culture, à l'art et au loisir pour les jeunes	Mahanoro Antanambao Manampontsy	Région, DRCC	A mobiliser
Elaboration d'un agenda culturel Multiplication des activités culturelles au sein du MASOVA 501	Mahanoro	DRCC	RPI

Programmes / Projets	Localisation	Responsable	Financement
Mise en place de Musée par Districts	Tous Districts	DRCC	A mobiliser
Organisation de manifestations visant la promotion des mœurs et cultures locales	Marolambo	Région, DRCC	RPI
Appui à l'émergence de groupes de jeunes talents acquis à la promotion de la culture locale	Marolambo, Antanambao Manampontsy	Région, DRCC	RPI
Mise en place de comité de protection et de valorisation des mœurs et coutumes traditionnels	Marolambo	Région, DRCC	RPI
Renforcement des capacités actuelles des émetteurs	Toamasina II, Antanambao Manampontsy, Brickaville, Marolambo	MCC, DRCC, DELCOM, Région, Députés	A mobiliser
Renforcement de moyens matériels pour la RNM/TVM locale : groupe électrogène, matériels informatiques	Antanambao Manampontsy, Brickaville, Marolambo	DRCC, Région	A mobiliser

MECANISMES DE FINANCEMENT DU PRD

A l'actif de la Région, des réalisations en matière d'infrastructures routières ont été faites durant la période de **2020 à 2023 : 267 km** de route dont **10 km** de route en pavé, **06 km** de route en béton et **244 km** de route en terre.

Dans les secteurs de l'Education, de la Gouvernance, de la Jeunesse, du Sport et de la Culture, des efforts importants ont été effectués en matière de dotation en matériels et équipements divers. Le financement de ces réhabilitations est conjoint car une partie a été supportée par les ressources Propres de la Région et une partie par les subventions de l'Etat. D'autres projets ont été financés par les PTF et par les Ressources des Ministères et de la Présidence.

En rapport avec cette situation, le renforcement de la capacité de négociation de la Région est indispensable dans la mesure où le partenariat avec les PTF et les autres Institutions Publiques de l'Etat devra se fonder sur l'alignement avec les orientations, les programmes et Projets du PRD.

Nonobstant à ces conditions, la mobilisation des ressources propres de la Région pour être à même de financier progressivement les PIP y afférents s'avère incontournable.

La Région, à elle seul, ne pourra pas mobiliser de manière conséquente ses ressources fiscales et non fiscales. Le mécanisme de mobilisation des dites ressources nécessite l'implication de plusieurs Entités et Institutions. Préalables à cette mobilisation, les réunions et les concertations des parties prenantes avec comme finalités leurs engagements doivent être de mise.

Il s'agit donc des responsabilités respectives des Fokontany, des Communes, de la Région elle-même, de la DRI et des Centre Fiscaux, du Trésor et de ses démembrements territoriaux de la Direction Régionale du Budget et des contribuables structurés en groupements/ association représentatifs.

Sur le plan organisationnel, cela nécessite la mise en place d'un Comité Régional des Recettes qui est une Structure légère et ne requiert pas des procédures lourdes et longues dans la mesure où ses membres **(Région, DRI, Trésor, DRB...)** sont déjà missionnés pour des activités liées aux finances locales. De manière générale, il organise et supervise les diligences inhérentes à l'inventaire au recensement et à la comptabilisation des matières imposable avant leur budgétisation. Ce dernier est certes dévolu à la compétence de la Région, néanmoins la collaboration avec les Entités membres du Comité Régional des Recettes est indispensable.

Au niveau de la perception des ressources, l'érection d'une Cellule de Recouvrement par District est nécessaire. Composée essentiellement du personnel du Centre Fiscal, de la Perception Principale, des régisseurs et des percepteurs, elle collaborera lors des recouvrements proprement dits avec les FDS.

L'un des postulats de base à toute stratégie de mobilisation des ressources repose sur l'information de la population. Elle consiste à une IEC porteuse de résultats qui aboutit à d'adhésion des contribuables aux opérations y afférentes. Cette IEC doit être fondée sur :

- La nécessité des impôts, droits et taxes et leur utilité aboutissant à l'atteinte de finalités d'ordre budgétaire permettant la couverture des dépenses publiques.
- La finalité relative à l'accroissement des ressources financières de la Région pour réaliser des projets régionaux et améliorer le cadre de vie de la population.

Dans le cas où la SLC est déjà mise en place et fonctionnelle, l'implication de ses membres est indispensable. La DRI et le Chef de Centre Fiscaux, en tant que membres de la SLC contribueront à apporter les clarifications et aborder dans le sens que l'administration fiscale n'est pas là uniquement pour obliger, vérifier et sanctionner mais également pour éclaircir les procédures et dispositions juridiques inhérentes aux ressources fiscales et non fiscales. Avec l'équipe de la Région, la DRI avec

les Centre Fiscaux, le Trésor et ses démembrements s'adonneront à l'information des contribuables sur les opérations d'inventaire et, de recensement aboutissant à une comptabilisation réelle des ressources à recouvrer.

Coralliaire à ces stratégies, l'implication des FDS est nécessaire lors des opérations de recouvrement suivi d'un maillage territorial plus étendu des infrastructures et services de perception. De même, cette mise en place des bases matérielles et de services devra s'accompagner de l'acquisition de matériels et logiciels informatiques relative à l'inventaire au recensement et au recouvrement. Cette disposition devra être adjointe à des séries de formation y afférents.

A son tour, le Budget Primitif de la Région présenté sous forme de Budget Programme va inclure les actions, activités et sous-activités relatives au contenu de ces opérations avec un calendrier de programmation triennale bien établi.

CHARTE DE RESPONSABILITE

La programmation, l'exécution et la gestion post investissements relatifs aux objectifs, aux programmes et aux projets contenus dans ce PRD impliquent une diversité d'institutions, d'organismes publics et privés à divers niveaux de décentralisation et de déconcentration.

Cette charte de responsabilité vise à préciser les engagements de chacun des acteurs à l'échelle des trois niveaux de programmation **(national, régional, communal).** Il s'agit d'établir des mécanismes réguliers de concertation et de recherche de cohérence.

De ces mécanismes vont dériver la cohérence inter et intra-sectorielle par rapport aux objectifs du PRD, le caractère complémentaire ou de valorisation d'actions d'autres projets sectoriels, la cohérence territoriale en concordance également avec les orientations et les programmes du PRD. La contribution de chaque institutions, organismes publics et privées voire les bailleurs de fonds se verra déterminée dans cette charte permettant ainsi de déboucher sur le développement effectif de la Région Atsinanana.

La contractualisation de la mise en œuvre se basera sur le contrats-programmes auxquels seront déterminées les engagements au sein de programmes mutualisés et complémentaires. Idem, toujours dans ce cadre, les contrats – projets auxquels seront fixés les activités mutualisées et complémentaires telles que contenues dans les projets. Par rapport à ces postulats, les engagements suivants ont été pris.

ENGAGEMENT 1 : CONCRETISATION DE LA PNDE

La loi 2014-018, en son article 29, stipule les obligations suivantes :

- Clarification des compétences entre Etat, les STD et les Régions à travers l'adoption de corpus juridique adapté et de la charte de responsabilité ;
- Mise à disposition d'outils et renforcement des capacités des Régions pour la maitrise d'ouvrage du développement en collaboration avec le STD ;
- Révision et allègement des procédures de passation de marchés publics ;
- Mise à disposition des ressources humaines adéquates en effectifs et qualifications suffisants et bénéficient d'un accompagnement permanent de la fonction publique territoriale et des STD ;
- Implication des Régions dans la programmation et l'exécution des PIP régionaux ;
- Mise en place d'un mécanisme de coordination territorial permettant d'assurer la cohérence des PRD avec les politiques sectorielles ;
- Mise à disposition, pour chaque Ministère, d'un cadre programmatique de territorialisation des politiques publiques.
- Opérationnalisation des mécanismes de redéploiement et de motivation des agents sectoriels ;
- Transfert à temps des subventions de la part de l'Etat ;
- Augmentation du transfert financier de la part de l'Etat central ;
- Appui de la région dans ses démarches de coopération internationale et interrégionale ;
- Recherche de garantie de la légalité et conformité du PRD avec la vision nationale.

ENGAGEMENT 2 : PILOTAGE DE LA MISE EN ŒUVRE DE PRD

En tant que maitre d'ouvrage, la Région s'engage à :

- Concrétiser la faisabilité institutionnelle et contractuelle de la mise en œuvre du PRD à travers l'établissement de cadre organisationnel y affèrent. Dans ce sens, elle veillera à la coordination des procédures et mécanismes d'exécution des projets inscrits dans le PRD ou venant en complémentarité avec d'autres projets.
- Assurer le monitoring des programmes et projets via la concrétisation du mécanisme de leur suivi / évaluation

- Assurer le rôle de **« carrefour »** des projets portés par les différents acteurs en concordance avec les orientations du PRD.
- Rechercher et concrétiser les partenariats avec les PTF à travers l'établissement de convention et contrat de mise en œuvre des programmes et projets du PRD.
- Veiller à la transparence, à la redevabilité et aux comptes rendus des modalités de financement, d'exécution et de gestion des infrastructures et équipements générés par les projets.
- Contribuer au financement des projets issus du PRD **(RPI)** par le biais de l'établissement du PIP triennal inscrit dans le budget-programme de la Région.
- Moduler les mécanismes d'adéquation adaptés de la vision du PRD avec celle des investisseurs.

ENGAGEMENT 3 : COHERENCE PLAIDOYER ET MARKETING DU PRD

Le PRD est l'outil de référence pour le développement de la région. Afin de ne pas dispenser les efforts et éviter les interventions disparates sources d'incohérence, les acteurs régionaux s'engagent à uniformiser leurs visions, leurs objectifs, leurs programmes et leurs projets en conformité avec les orientations stratégiques, les programmes d'action du PRD. Également, ils s'engagent à être des **« vendeurs »** capables de se livrer à un véritable marketing des projets ainsi cohérents auprès des sources de financement envisageables.

ENGAGEMENT 4 : DIFFUSION ET COMMUNICATION DU PRD

Les acteurs régionaux en tant que **« visionnaires »**, **« fédérateurs »** et **« animateurs »** du développement de la Région Atsinanana, dans leurs engagements respectifs, s'adonnent à la communication des stratégies, programmes et projets tels que contenus dans le PRD. Collaborateurs et vendeurs de ce dernier, ils s'engagent à en diffuser de manière efficace et efficiente les différentes actions du PRD auprès des intervenants régionaux, nationaux et internationaux.

ENGAGEMENT 5 : MISE EN ŒUVRE DU PRD

Outre des administrations déconcentrées de l'Etat (STD), les administrations régionales et communales ainsi que les acteurs du secteur privé ont un rôle important dans l'exécution des actions et activités du PRD. De ce fait, ils s'engagent à conjuguer conjointement leurs capacités dans la réalisation des contenus du PRD. Également, le rôle des bailleurs de fonds est sollicité dans ce cadre. Les structures de mis en œuvre à leurs niveaux respectifs, s'engagent à mutualiser leurs modes d'exécution conformément aux clauses articulées avec le PRD. En collaboration avec la Région, ils assurent conjointement la mise en œuvre et le bon fonctionnement du **« pipe-line »** de projets.

ENGAGEMENT 6 : SUIVI-EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PRD

Afin de mieux cerner les points à concrétiser dans le cadre du suivi/évaluation du PRD, un tableau synoptique de suivi de l'exécution des objectifs, des programmes et projets sera monté par la Région.

De manière générale, il indique les avancées cycliques des projets contenus dans chaque programme et dans chaque objectif. Les acteurs régionaux ayant programmé, identifié et mis en œuvre des projets s'engagent avec le concours de la Région à y apporter les données relatives à la mise en œuvre de leurs actions. A terme, cela permettra de retro-alimenter les contenus programmatiques du PRD, ainsi que son évaluation.

ENGAGEMENT 7 : PARTAGE D'INFORMATIONS ET ECHANGES DE BONNE PRATIQUE

L'exercice pratique du montage et de la mise en œuvre du PRD est une occasion de renflouer les capacités de programmation et l'exécution des acteurs régionaux.

Ces derniers s'engagent à partager mutuellement les informations, les savoir-faire et les bonnes pratiques y afférents. Cela permettra d'avancer conjointement vers la maitrise du processus de développement. Également, ils s'engagent à documenter les expériences qui vont dans ce sens et à terme, de les capitaliser.

ENGAGEMENT 8 : MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES

L'une des finalités du processus de décentralisation est de parvenir à l'autonomie financière des CTD auxquelles fait partie la Région.

Pour ce faire, les engagements des entités concernées sont déterminés dans cette charte de responsabilité. Sommairement, les engagements sont déterminés de la manière suivante :

- **Le FOKONTANY,** entité de base contribuent au recensement des contribuables et à la transmission des données aux communes ainsi qu'à la sensibilisation
- **Les COMMUNES,** en collaboration avec la Région s'engagent à la collecte et à la vérification des fiches de recensement (adresses) et s'adonnent à leur niveau à la sensibilisation des contribuables. La Région et la Commune s'engagent à collaborer de manière étroite.
- **La DRI** via les Centres Fiscaux, le Fokontany et la Région s'engagent à l'homologation et au recensement conjoint des contribuables.
- **Le Trésor,** en collaboration avec les régisseurs et percepteurs s'adonnent à la perception des recettes.

Les conditions **sine qua none** demeurent dans l'engagement respectif de la Région, des Communs, des Fokotany, des Centres Fiscaux et du trésor à mieux clarifier et informer les contribuables sur l'importance du paiement de leurs dûs qui, en retour, servira à financer les projets du PRD. De même les FDS y contribueront notamment dans le domaine de la sécurisation des opérations de recouvrement.

PLAN D'INVESTISSEMENT TRIENNAL 2025 – 2027

Budget : Programme Développement économique et social

- **Axe Stratégique 2 : Développer des industries locales inclusives, résilientes et engager une transformation économique régionale durable**
- **OS 2.1 : Accroître la productivité du secteur agricole et favoriser une agriculture durable et résiliente**
- **Programme 2.1.4 : Création des conditions favorables à la commercialisation des produits locaux**
- Projet 1 : Mise en place d'un laboratoire de certification bio des produits locaux

Activité (Projet)	2025	2026	2027
Activité I : Mise en place d'un laboratoire de certification bio des produits locaux	200 000 000	140 000 000	2 000 000 000

- **Axe Stratégique 2 : Développer des industries locales inclusives, résilientes et engager une transformation économique régionale durable**
- **OS 2.3 : Mettre en place des conditions favorables au développement économique régional résilient**
- **Programme 2.3.1 : Amélioration de la circulation des biens et des personnes**
- Projet 1 : Réhabilitation et ouverture de pistes intercommunales/régionales
- Projet 2 : Aménagement du canal de Pangalanes

Activité (Projet)	2025	2026	2027
Activité I : Réhabilitation et ouverture de pistes intercommunales / régionales	2 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000
Activité II : Aménagement du canal de Pangalanes	200 000 000	200 000 000	200 000 000

- **Axe Stratégique 2 : Développer des industries locales inclusives, résilientes et engager une transformation économique régionale durable**
- **O.S 2.4 : Renforcer l'intégration des secteurs de la pêche, l'aquaculture, le tourisme, l'artisanat et les mines**
- **Programme 2.4.1 : Promotion de la pêche maritime et de l'aquaculture**
- Projet 1 : Construction de maisons de la pisciculture

Activité (Projet)	2025	2026	2027
Activité I : Construction de maisons de la pisciculture	140 000 000	140 000 000	140 000 000

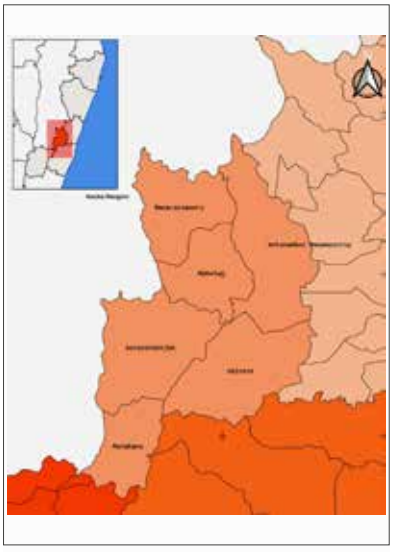
- **Axe Stratégique 3 : Améliorer le cadre de vie et les externalités fonctionnelles des principales agglomérations**
- **OS 3.1 : Contribuer à l'attractivité et à la compétitivité des villes**
- **Programme 3.1.3 : Optimisation de la circulation urbaine**
- Projet 1 : Aménagement, réhabilitation des voies urbaines

Activités (Projets)	2025	2026	2027
Activité I : Aménagement, réhabilitation des voies urbaines	1 500 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000

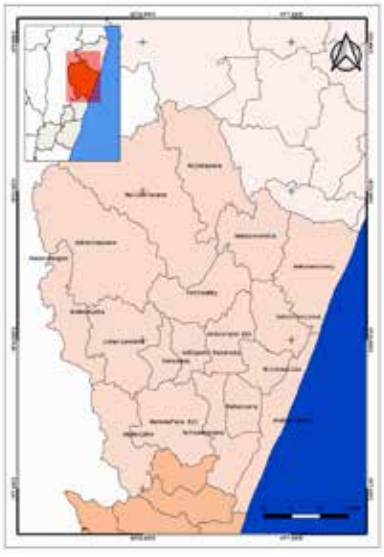
Budget : Programme Administration et Coordination

- **Axe Stratégique 4 : Instaurer un Etat de droit et une bonne gouvernance**
- **OS 4.4 : Soutenir une administration régionale apte à assumer sa mission**
- **Programme 4.4.1 : Renforcement de la capacité d'intervention de la Région**
- Projet 1 : Sensibilisation des contribuables
- Projet 2 : Création d'une base de données
- Projet 3 : Mobilisation effective des ressources financières

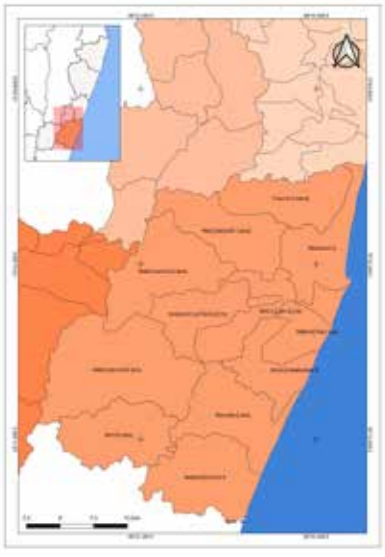
Activités (Projets)	2025	2026	2027
Activité I : Sensibilisation des contribuables	45 840 000	-	-
Activité II : Création d'une base de données	85 645 000	-	-
Activité III : Mobilisation effective des ressources financières	53 200 000	110 000 000	-



ANTANAMBAO-MANAMPONTSY



BRICKAVILLE



MAHANORO

MAROLAMBO

TOAMASINA II

VATOMANDRY